13

ROUTE PAX CHRISTI 1973

Abril

THEMES

MERCREDI, 18 - Jour d'arriveè, concentration des " Routiers ".

JEUDI, 19 - Liberté et Conscience.

VENDREDI, 20 - Problemes de notre pays et l'objection.

SAMEDI, 21 - La Violence. Les Conflits. L'Armèe. Le Service Militaire.

DIMANCHE, 22 - Repos. Jour de congé.

LUNDI, 23 - L'Objection de Conscience.

MARDI, 24 - " " "

MERCREDI, 25 - La Paix et ses Problemes.

JEUDI, 26 - Notre compromis pour la Paix et la Justice.

VENDREDI, 27 - Les Conclusions finals.

Arriveè à Montblanch.

SAMEDI, 28 - Mise ensemble de toutes les idees. Conversation general.

=================

THEME I[er]

LIBERTE ET CONSCIENCE

OBJECTIF : Un soir d'hiver de 1891 à Moscou Leon Tolstoi observa à un policier qui donnáit un mauvais traitement à un pauvre homme. En voient l'action de ce policier, Tolstoi ne put pas se taire et lui demanda tout de suite : " Ést-ce-que vous avez lu le Nouveau Testament?". Et le policier rèprit: " Et toi, est-ce-que tu as lu notre reglament ?".

Pour Tolstoi le plus important était aiderà l'homme. Le plus important por le police, dehors de ses sentiments, était sa loi et son code et sa loi disait qu'il devait expulser au povre homme de l'endroit où il était.

Le problème , donc peut se presenter de plusieurs manières : De fois les lois sociaux nous obligent à faire des choses que nous ne ferions pas parcequ'elles sont contraires à notre loi moral. A quelle loi devons nous oveir?, la loi social ou la loi moral ?. Avant de répondre à ces questions, nous devons penser sur le sujet : la liberté et la conscience.

QUESTIONS

- Qu'est-ce que le mot " conscience " veut dire ?, quel sens a-t-il pour toi ?.

- Qu'est-ce que le mot " liberté " veut dire ?. Quel sens a-t-il pour toi ?.

- Est-ce que tute sents libre ?.(toi-même,en famille, dans ton travail, avec tes amis, à l'école).
- Est-ce qu'il y a des choses que tu devrais faire, et tu ne les fais pas, malgré qu'on a besoin d'elles ?.
- Est-ce que tu crois que tu fais des choses que tu ne devrais pas faire parce que tu ne les crois pas ?. Pourquois tu le fais ?.Quit'oblige?. Pourquoi tu ne te revélès pas ?.
- Est-ce que tu fais des choses trés souvent que ne sont pas d'accord avec tes pénsees,ta façon d'être, avec tes aspirations ?; c'est à cause de ta feblesse ?, ou peutêtre à cause des estructures de ta societé ?.
- Quand les regles de ta societé ne sont pas d'accord avec les tiens, quelles sont les regles que tu dois suivre ?. Comme devons nous agirm,d'accord avec nous, ou, avec ce que nous disent ?. Quels sont les limits ?.
- Dans un autre sens, qu'est-ce que c'est le plus important : l'action de la Societé ou de l'Etat ?.
- Est-cé que l'Etat peut obliger à une personne à faire une action contre sa volonté, contre sa propre loi ?.

==========

THEME II

LES PROBLEMES DE NOTRE SOCIETE ET L'OBJECTION

OBJECTIF : Quand un homme est en face d'une regle social qu'il croit injuste, il peut pendre deux décisions : l'une,obeir malgré qu'il ne la croit pas; l'autre, la refuser ne voulant pas obéir, voici l'etat d'objection.

Un homme peut arriver objecter une regle sans y reflexir. Mais la veritable objection est celle que provienne de notre interieur,pour raisons de conscience. Cette objection doit être respectée.

L'objection n'est pas une attitude personnel, individuel;peut aussi être prisse par un grup de gens.

L'objection exterieurement manifestée par un grup, peut provoquer un changement de l'ordre social et politique d'une façon inespéré.

Les questions que nous pouvons nous faire sont les suivantes :

Dans quelle situation peut on objecter ?.

Quelles sont les limitations d'une objection ?.

QUESTIONS

- Est-ce qu'il y á dans la societé que tu habites, des situations que tu crois injustes et que, malgré tout, sont acceptèes par la plus part de la societé ?.

- Quels sont les situations, regles, lois oucoutumes que tu crois on devraient objecter ?.Pour quoi ?.
- Comme pourrait on organiser un mouvement por obtenir ceci ?.

- Cette desobeicence, peut être utilissé pour ceux qui croient en ce que tu objectes ?.

- Comme pourrions nous avoir une societé plus d'accord à ce que tu crois ?.

- Les personnes qui vont contre les regles instituées, à quelle sorte de repression sont elles soumisses ?. Por quoi ?. Sont elles admisses ou aloignes par la societé ?.

- Quand l'Etat, la Societé, ou un autre organisation nous oblige à faire des choses avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord, quelle position devons nous prendre pour ne causer pas de problemes aux autres ?. Est-ce qu'on doit vraiment penser aux autres ?.
- Est-ce que peut exister une objection politique ?, la quelle ?.

- Quel sens a le mot " revolution " por toi ?.

- Est-ce que tu te crois un revolucioner ?.

- Quelle est la relation entre une exigence revolucionaire et le cristianisme ?.

=========

THEME III

VIOLENCE, CONFLITS, ARMEE, SERVICE MILITAIRE, GUERRE

OBJECTIFS : Pour arriver a une uniformité humaine, la violence, les conflits, l'egoisme ne devraient pas exister; mais,comme ne peuvent pas disparaître, une certaine civilisation a imposé tout un appareil militaire pour défendre et imposer un ordre qu'il faut questioner.

Il y a deux positions en face de cette situation: " la position violente ", que croit en la faiblesse humaine, en la loi de celui qui est le plus fort et pour mantenir sa domination, croit nécessaire avoir un grand pouvoir militaire.

La position " pacifiste " croit en l'homme,en toute sa capacité pour changer sa mentalité et son caractère.

Pour arriver à vivre dans un monde meilleur, est nécessaire une égalité parmi tous les hommes, le même niveau social, cultural, economique et politique pour tout le monde. C'est la façon d'arriver à des relations humaines plus démocratiques plus justes.

QUESTIONS

-Est-ce que la violence peut être justifiée ?.

- Est-ce que la violence est naturel chez l'homme ?, est-elle un produit de notre culture ?.
- Peut la violence être efficace ?.

- Qu'est-ce que tu connais sur la no-violence active ?.



- Quelle idée as-tu sur la no-violence ?. Est-elle une tendence philosophique, une façon d'être ?.
- Crois-tu que la no-violence peut-être une nouvelle alternative pour une meilleure société dans l'avenir ?.
- Qu'est-ce que la no-violence devrait faire et comment ?.

-Crois-tu possible qu'on puisse supprimer la violence armée, un jour ?.

- L'Eglise des premiers siècles n'aceptait pas la violence chez les chrétiens. Mais aujourd'hui on dirait que l'Eglise l'accepte et des fois l'anime. Pour quoi cette évolution ?.
- La guerre, est-elle une manifestation de la façon d'âgir humaine ou bien une manifestation de l'organisation de notre société ?.

- Chez les pays que nous appellons " Troisiéme monde ", pour quoi sont-ils violents ?, est-ce qu'il y a des autres chemins pour arriver à la justice ?.

- Quel travail crois-tu devrait faire l'Armée ?.

- Peut exister une société sans armée ?, que devrait -on faire pour y arriver ?.

- Peut l'Etat disposer de la vie de ses citoyens ? .

- Peut l'Etat obliger à ses citoyens à donner une partie de leurs vies pour faire le Service Militaire ?.

- Le Service Militaire, est-il nécessaire ?. est-il justifiable ?, est-il aliénant?, est-il libérateur ?.

- Différence entre " police " et " armée ".

- La guerre, est-elle justifiable ?, est-elle nécessaire ?, est-elle moral ?, est-ce que nous pouvons l'eviter ?.

- Quels sont les motives de la guerre: economiques ou bien financiers ?.

- Qu'est-ce qu'on pense aujourd'hui sur la " guerre juste " ?.

- Qu'est-ce qu'on pense aujourd'hui sur les théologiens qui croient à " la violence liberatrice "?.

- Le Service Militaire, dévrait-il être volontaire ou obligatoire ?.

- Aujourd'hui il y a des armes nucleaires, chimiques, biologiques; que penses tu de sa utilisation chez les pays du troisiéme monde ?, vous souvenez vous d'Indochine.

- Est-ce que la politique des pays dominateurs qui ne veulent pas un conflit armée, a-t-il changé la question de la guerre ?.

============

THEME IV

L'OBJECTION DE CONSCIENCE

OBJECTIF : On va essayer d'analyser le cas concret des objecteurs au Service Militaire. Pour tant, le plus intéressant est le témoignage des personnes qui ont pû avoir une certaine relation à ce sujet; connaître leurs problèmes, leurs luttes, leurs situations dans leurs differents pays.

Pour mieux analyser ce thème on l'a divisé en deux parties. La première est un analyse des points principaux de l'objection, les differents motives et on a essayé de faire une critique de chaque position idéologique.

La seconde partie s'âgit de tout ce que les objecteurs veulent obtenir ainsi qu'un analyse sur le Service Militaire et le Service Civil. L'objectif plus important dans ce thème est arriver à un dialogue parmi les routiers,que puissent manifester leurs pensées, leurs idées sur " l'objecteurs au Service Militaire ".

QUESTIONS

- Quel sens a pour toil'objection au Service Militaire ?.
- L'objection au S.M. doit être absolue au bien circonstantiel ?.
- L'objection, est-elle un compromis revolucionaire ?.
- L'antimilitarisme, est-il juste,nécessaire ou égal à l'objection ?.
- Quels sont les motives sociaux contre lesquels luttent les O.C. ?.
- Qu'est-ce que l'objecteur de conscience fait pour changer les situations injustes ?. Est-ce que sa façon de faire peut être efficace ?.
- Crois -tu que son attitude est de protestation au plutôt d'une action pour changer les choses ?.
- Il y a des objecteurs pour questions religieuses, philosophiques, humanitaires, étiques et politiques. Quelles sont leurs différences ?.
- Un catolique, peut-il être un objecteur ?, et un chrétien ?.
- Le déserteur, peut-il être un objecteur ?.
- Que penses-tu sur les déserteurs du Vietnam ?.
- Ne crois-tu que au lieu de vouloir de citoyens militaires, on devrait avoir des militaires plus humains ?.
- Les objecteurs, doivent-ils être punis ?, comment ?.
- Connais-tu la situation des objecteurs en Espagne ?.
- Comment crois-tu devrait être resolue leur situation ?.
- Parler sur l'objection de conscience et sa situation dans les autres pays .
- Analyser la situation des témoins de Jehovà. Sont-ils contre la violence ?, sont-ils des pacifistes ?.
- Est-ce que l'Eglise devrait faire une objection de conscience colective ?.
- Est-ce qu'il y a une certaine relation entre l'objection, le socialisme et l'anarchisme ?.

===========

THEME V

L' OBJECTION DE CONSCIENCE

QUESTIONS

- Comment devrait-être le Service Civil que les objecteurs demandent ?. Est-ce que c'est just changer le Service Militaire par un Service Civil ?.
- Peut le Service Civil nous conduire vers une société nouvelle ?.

- Il y a des objecteurs qui ne veulent pas faire un service civil, est-ce que c'est just ?.

- Est-ce qu'on peut admettre un Service Civil Obligatoire ?.

- Est-ce qu'on aurait des objecteurs si le Service Militaire est annulé ?, peut l'objection avoir une finalité dans ce cas ?.

- Est-ce que les militaires et les objecteurs pourraient préparer la defense d'un pays ensemble un jour ?.

- Que penses-tú des pays que vont établir le Service Militaire volontaire comme l'Anglaterre, l'Australie, etc.?.

- Pouvent les objecteurs, conservant cette attitude, motiver des effets quelconques?

- Quelles sont les difficultés que les objecteurs ont chez eux, à l'école, dans leur travail ?.

- Pour quoi l'objecteur soutient cette position malgré toutes ses difficultés ?.

===========

THEME VI

LA PAIX ET SON PROBLEME

OBJECTIFS: La paix arrivera au monde le jour que l'humanité aura decidé changer les estructures injustes que provoquent ces situations violentes. Il y a beaucoup des difficultés à vaincre pour arriver à ce changement. La plus part des hommes ne sentent pas le besoin de changer des estructures et finir avec les intérèts commercials que font mantenir cette société militaire et industriel.

Dans ce thème on va analyser les causes pour lesquelles la paix est toujours alterée.

QUESTIONS

- Ni les Etats Units ni la U.R.S.S. veulent s'attaquer. Ils ont crée ce qu'on appele " l'equilibre du terreur ". Peut cette situation garantir une véritable paix universel ?.

- Est-ce que nous pouvons nous imaginer un nouveau système international dans lequel les états pourraient vivre en paix et avoir des lois plus justes, plus égals et libres pour tous ?.

- Points concrets dans lesquels l'investigation et la recherche pour la paix sont insuffisants.

- Quelles sont l'interpretation et la signification donnés par l'Evangile sur les problèmes de la guerre et la paix.

- Quel doit être le rol de l'Eglise dans la recherche de la paix ?.

- Est-ce que les organisations internationals comme l'ONU travaillent pour la paix?.
- Les préjugés d'aujourd'hui que difficultent la recherche de la paix.

- Est-le Nationalisme nécessaire ?. Quel sorte des problèmes peut presenter en face de la paix ?.

- Un Gouvernement Universel, est il nécessaire ?. Est-il possible ?.

- Pour qoui les pys ne peuvent pas arrêter leur course d'armements ?, est-elle nécessaire?.

- Le désarmement, est-il possible ?.

- Quels sont les dangers que peuvent devenir d'une guerre atomique, chimique, biologique, bacteriologique, etc ?.

- Doit le désarmement être total ou bien partiel ?.

- Est nécessaire l'implantation d'une défense civil no-violente qui puisse remplacer une défense militaire ?.

- Tous les malheurs d'une guerre àtomique, sont-ils plus souhaitables qu'une invasion ou une occupation ?.

- Differents degrés qu'on devrait suivre pour passer d'une Défense Militaire à une Défense Civil.

- Peut un Etat être no-violent ?.

- Pourrait être possible une dictature dans un pays no-violent ?.

- Dans ton pays, comment pourrait agir la n-violence ?, dans quels domaines ? avec quels moyens ?.

- Et au niveau international ?.

- La politique militaire - industriel.

- Quel sens a la course d'armément ?. Comment pourrait-on l'arrêter ?.

- Est-ce qu'on peut accepter l'emploi du napalm, gaz toxique, bacteries, acides etc, comme materiel de guerre ?.

- Que penses - tu sur la question d'Indochine ?. Et sur l'intervention américaine dans l'Amerique du Sud ?.

- Est-ce qu'on peut justifier l'invasion russe en Checoslovaquie ?.

- Est-que l'invasion est juste ?.

===========

THEME VII

NOTRE COMPROMIS POUR LA PAIX

OBJECTIF : Voir ce que nous-mêmes pouvons apporter dans cette société pour la changer et pouvoir aller vers un monde plus just et en paix.

Analyser la ligne de conduite à suivre dans tous les niveaux pour arriver à ce changement d'estructures.

Etablir relations parmi les " Routiers " que veulent participer dans une telle action

QUESTIONS :

- Que penses-tu sur la personne du CHRIST ?. était -il un revolucionaire ?.

- Que devons nous faire devant des conflits si grands comme Vietnam, Indochine ?.

- Est-ce que la grève est un moyen no-violent ?.

- Quelles diferences il y a entre : un pacifique, un pacifiste, et la lutte pour la paix ?.

- Quels sont les hommes de nos jours qui ont contribué et participé en la lutte pour la paix ?. Votre point de vue sur eux.

- Qu'est-ce que la paix implique : justice, ordre, progrés ?.

- Helder Camara et Che Guevara, sont-ils des personnages paralleles, convergents ou contraires ?.

- Le pacifisme, est-il exclusif des pays riches ?.

- Analyser les differences entre le pacifisme traditionel et le revolucionaire.

- Les mouvements et groupes pacifistes.

==========

THEME VIII

LES CONCLUSIONS

Faire un analyse général sur tout ce qu'on a dit pendant les jours de la " ROUTE", cherchant les moyens plus nécessaires que puissent permettre un changement des opinions parmi " les routiers ".

Les routiers exposeront ce jour le rol que PAX CHRISTI devrait avoir dans la lutte pour la paix et la liberté de conscience.

============

TENDENCIAS ACTUALES DE LA OBJECION

1 - LA NO-VIOLENCIA

Hubo un tiempo en que la objeción, generalmente, era un fenómeno propio de algunos cristianos no-violentos que no querían participar en la guerra y en su preparación. Estos objetores se interesaban también en las cuestiones políticas, pero su posición estaba fundada sobre el decálogo y el espíritu evangélico.

Una de las mayores preocupaciones de los objetores ha sido el de conseguir el reconocimiento de la validez de su actitud por parte de sus Iglesias respectivas. Esta preocupación, lejos de haber desaparecido, persiste en los objetores actuales, y sus motivadiones entran perfectamente dentro del marco definido por las leyes europeas, ya que estos objetores "se oponen en cualquier circunstancia al uso de las armas", y "en razón de sus convicciones religiosas o filosóficas".

Más o menos, puede decirse que actualmente la mitad de los objetores de conciencia que hay en el mundo son militantes o partidarios de la no-violencia, aunque la exigencia de una vida no-violenta no les es obstáculo para hacer consideraciones más amplias de carácter político, como el análisis del empobrecimiento relativo del Tercer Mundo, el peligro de las armas atómicas, bacteriológicas y químicas, la alienación obrera, etc. Con todo, el objetor no-violento suele distinguirse más por su testimonio que por su militancia.

El M.I.R. (Movimiento Internacional de la Reconciliación)(1) es el reflejo vivo de esta evolución. Está abierto a los no-cristianos y presta atención especial a las violencias inherentes a la marcha de la sociedad, a las violencias menos patentes, menos vistosas, pero tan importantes como las de las guerras: alienación, propaganda, explotación del hombre por el hombre... La violencia se concibe, no como una sucesión de actos espectaculares, sino como un estado permanente de la sociedad y, por ello, el objetor no-violento no se contenta con hacer un acto de protesta contra la guerra, sino que lo hace contra la sociedad actual. Así, la O.C. al Servicio Militar se inscribe en el marco de esta actitud permanente.

Este tipo de objetores creen que la institución militar no es más que el reflejo o el símbolo de toda una sociedad, de toda una civilización que hace del dinero y de la potencia, un valor supremo; del consumo, un reflejo condicionado; del hombre, una matrícula, un número o un telespectador "en zapatillas".

La Objeción de Conciencia no-violenta deja de ser, pues, una objeción al ejército, a la guerra y a la violencia. Se ha transformado, aunque sin haber cambiado su espíritu y su estrategia, en una contestación global a la sociedad actual, basándose en una concepción cristiana y personalista del hombre.

(1)

M.I.R.	I.F.O.R.	M.I.R.
Via delle Alpi, 20.	Hendriklaan, 9.	Rene Cruse
00198 - ROMA	P.O.BOX 91 DRIEBERGEN (Holanda)	4, Allée de Pologne
		91 MASSY (Francia)

2 - LA OBJECION POLITICA

Las críticas que hacen los objetores "políticos" a la sociedad actual son de la misma naturaleza que las que hacen los objetores no-violentos o los cristianos que piensan que el orden social actual es incompatible con el cristianismo. Es evidente, también, que estos jóvenes rehusan cualquier participación en el ejército y en el sistema político que lo mantiene, basándose en una determinada concepción del hombre y de una ética permanente (aunque a veces inconsciente).

Sin embargo, es necesario establecer unas claras diferencias entre estos objetores y los otros. El objetor "filosófico" rehusará cualquier tipo de participación en el ejército; el objetor "político" lo hará sólo en ocasiones, circunstancialmente, en determinadas situaciones políticas que, en su conjunto, provocan una reflexión y una reacción, traducida en la negación de participar en el ejército. En los objetores políticos, pues, la oposición no es permanente, sino circunstancial.

Dentro de esta línea deben incluirse los desertores de la guerra del Vietnam. Algunos de ellos objetan a la institución militar americana, opresora e imperialista, aunque la servirían si defendiese unos intereses justos. La objeción es, por tanto, parcial. Se objeta a un tipo determinado de ejército, el americano, a una determinada política militar, la del "vacuum". Lo mismo puede decirse de aquellos jóvenes que, sin haberse planteado la legitimidad o funcionalidad del ejército americano, creen solamente que el problema vietnamita es de la sola incumbencia de los vietnamitas.

En Francia, la objeción política tiene también cierto arraigo. En la década pasada fue a causa de Argelia. Hoy día, la intervención francesa en el Chad es la causa de que muchos jóvenes pasen bastantes meses en prisión, rehusando, incluso, efectuar un Servicio Civil sustitutorio y defendiendo lo que pudiéramos llamar la "objeción total", es decir, rehuso a cualquier autoritarismo estatal. Siguiendo con Francia, no es difícil promosticar un aumento de este tipo de objetores, debido, especialmente, a la actual política nuclear, concretada en las pruebas nucleares que actualmente realizan en el Pacífico.

En nuestro país, un objetor político podría ser aquel que se negase a vestir el uniforme por creer que el ejército español mantiene una situación claramente colonial en el Sahara, o por no ser representativo de los intereses populares, o por estar en estrecha vinculación con las Fuerzas Armadas estadounidenses...

3 - LA OBJECION ANARQUISTA

Por su naturaleza, la sociedad militar, jerarquizada al extremo, es la misma antítesis de la sociedad anarquista. Además, como hemos dicho anteriormente, el estatuto legal de los objetores en la mayoría de los países europeos no ha suprimido la obligatoriedad de un servicio nacional; no ha hecho más que instituir una opción civil.

Si la mayor parte de los objetores pretenden servir a la comunidad cumpliendo un servicio civil y dando a entender, así, su prueba de buena voluntad a la opinión pública, un objetor belga, en este caso representante de la filosofía anarquista, declaraba:

"¿Por qué hablar de servicio si la obligación es manifiesta, mientras que, para nosotros, servir significa, ante todo, espontaneidad, desinterés, libertad de acción y de pensamiento...?

Nuestra oposición al servicio civil es, pues, completa. Es necesario rehusar la intervención del Estado en los asuntos normales de nuestra vida."

La insumisión continúa siendo, pues, la reacción normal de un anarquista. No trata de negarse a servir a la comunidad, sino que únicamente se niega a obedecer cualquier tipo de servicio obligatorio.

4 - LOS TESTIGOS DE JEHOVA

Este grupo fue creado en 1872 bajo el nombre de Sociedad Internacional de Estudiantes de la Biblia. Se caracteriza esencialmente, desde el punto de vista teológico, por un rechazo de la divinidad de Jesucristo y por la convicción de que el mundo actual está terminándose y está en manos de las fuerzas del mal. Por ello, creen que es inútil quererlo cambiar, ya que está perdido.

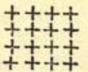
La principal misión de los Testigos de Jehová es la conversión de los espíritus extraviados del mundo. A causa de ello, no aceptan que el Estado les obligue a servir al Ejército durante un tiempo determinado, ya que, si lo hacen, tienen que abandonar su misión pastoral.

Ello no quiere decir que no obedezcan, de forma general, a las autoridades y a las leyes. No. Pagan sus impuestos y no intentan llevar a cabo una lucha política para cambiar un determinado régimen, ya que no se preocupan de los asuntos de este mundo. Pero cuando el Estado intenta apropiarse de ellos, de su vida, de su tiempo, de sus obligaciones, que para ellos no pertenecen más que a Dios, se niegan y aceptan las consecuencias.

Es fácil deducir, por todo ello, que tampoco aceptan el Servicio Civil. El único servicio aceptable para ellos es el de Dios.

No desertan, no se exilian. Se presentan el día indicado en el cuartel, y se niegan a vestir el uniforme.

En España hay, actualmente, unos 250 en prisión, algunos desde hace ya 12 años. Su delito: anteponer a las leyes humanas las normas dictadas por sus creencias religiosas.



LA OBJECION EN LOS PAISES NORDICOS

En los países nórdicos, el objetor de conciencia tiene el derecho de ciudadanía desde hace mucho tiempo, aunque la mayor parte de los jóvenes son voluntarios al Servicio Militar, que suele durar de 12 a 14 meses, según los países. En Dinamarca, la duración sólo será de 9 meses a partir del 1º de Octubre, en el marco de la profunda reforma del sistema de defensa en curso de aplicación. Los llamados a filas que quieran voluntariamente ampliar su S. Militar por períodos de tres meses, recibirán sueldos de sub-oficial. Por otra parte, se pondrá en estudio la creación de un Servicio Civil para todos y un sistema de impuestos para aquellos que, por la razón que fuere, no realicen el S. M. Este sistema de "impuesto militar" existe ya, por ejemplo, en la Europa Central, en Hungría, donde los exentos dan al Estado, durante varios años, un cierto porcentage de su salario.

La reforma danesa, criticada por la OTAN pero que los dirigentes de Copenhague creen "constructiva", tiene por motivo el hecho de que cada año, el número de los llamados a filas es menor que lo previsto por dos razones: primero, por el aumento de objetores, que representan el 5% de los llamados a filas, y por el de inútiles, la mayor parte de ellos jóvenes de 27 ó 28 años con prórroga. Más que suprimir las prórrogas, el ministro danés de defensa prefiere adaptarse a las realidades y, por ello, incrementar el número de voluntarios.

En los países nórdicos, los Objetores de Conciencia han sido, desde un principio, pacifistas que rehusaban llevar el uniforme por motivos religiosos. Así, en Suecia, desde 1902, los jefes de cuartel podían destinarlos a trabajos administrativos; en 1920, se crea el Servicio Civil y se amplían las motivaciones para ser reconocido objetor, aceptándose los motivos humanitarios. Desde 1966, "el servicio no armado es acordado si el uso de las armas contra otros es incompatible con una seria convicción personal, y provoca un profundo conflicto de conciencia." La entrada en vigor de esta ley coincide con una politización de los objetores, especialmente a partir de 1968.

^^^^^^^^^^^^^^^

ESPAÑA: PROYECTO DE LEY SOBRE "NEGATIVA A LA PRESTACION DEL SERVICIO MILITAR"

En el Consejo de Ministros del pasado viernes, día 18 de mayo, la Presidencia del Gobierno ha adoptado el acuerdo de remitir a las Cortes un proyecto de ley sobre "Negativa a la prestación del servicio militar".

El Ministro de Información, Sr. Sánchez Bella, ha manifestado que no se darían detalles del proyecto de ley hasta que el texto del mismo no haya sido publicado en el Boletín Oficial de las Cortes, por deferencia a los Procuradores.

A pesar de que desconocemos el texto, en círculos políticos de Madrid se habla de que el contenido del proyecto se limita a suprimir las "condenas en cadena" que sufren actualmente los objetores, estableciendo una pena única de cuatro años de prisión.

De ser así, la nueva reglamentación aliviaría la angustiosa situación de los objetores, especialmente de los Testigos de Jehová, que cumplen condenas, sumadas, de 10, 12 ó más años. Sin embargo, la supresión de las condenas en cadena no implicaría, de por sí, el reconocimiento del derecho a la objeción, ni el establecimiento del Servicio Civil. En todo caso, se regularía el "delito de objeción".

De todas formas, lo más prudente es esperar a conocer el texto íntegro del proyecto. A partir de ahí se podrá ver si el problema de los objetores queda solucionado o, tan solo, "eludido".

=.=.=.=.=.=.=.=.=.=

"LA OBJECION DE CONCIENCIA EN ESPAÑA"

Nn Oo Vv Ee Dd Aa Dd

100 ptas. Jesús Jiménez

Ed. Cuadernos para el Diálogo, nº 50

Cabe señalar respecto a este libro de reciente aparición, abril 73, que su elaboración no ha sido bajo iniciativa del autor, Jesús Jimenez, sino subvencionada y realizada en el Instituto de Técnicas Sociales de la Fundación Fondo Social Universitario. Por este motivo, al autor se limita a presentar objetivamente los diferentes planteamientos que existen hoy día en nuestro país sobre la O. de C., ampliada y completada por la postura que la legislacion española ha tomado al respecto, describiendo y comparando con detalle los dos proyectos de ley tratados en las Cortes.

Merece la pena el capítulo V del libro por lo que a información se refiere sobre la objeción en las legislaciones europeas, así como una lista de todos los objetores españoles que actualmente cumplen penas de prisión.

El autor no pretende hacer un análisis crítico del fenómeno objeción como ideología o como contestación sino que, al centrarlo en el caso de España, y al ser este un caso peculiar debido a la mayoritaria proporción de objetores Testigos de Jehová, se limita, por lo general, a dar fe del testimonio de este grupo religioso.

. . . .

- INDICE -

CAP. I= EL RECHAZO DE LA VIOLENCIA
- Los católicos y la No-Violencia - Los cuáqueros ante la O.C. - El doble problema de los adventistas.

CAP. II= LOS TESTIGOS DE JEHOVA
- Un poco de historia - Los T.J., esos desconocidos

CAP.III= LOS TESTIGOS DE JEHOVA, OBJETORES DE CONCIENCIA
- Las razones de una objeción - Análisis de un caso

CAP. IV= LAS AVENTURAS DE DOS PROYECTOS DE LEY
- El proyecto de 1970 - Un nuevo intento del Gobierno

CAP. V= LA OBJECION DE CONCIENCIA EN LA LEGISLACION EUROPEA

APENDICE : Lista de los O.C. católicos y testigos de Jehová en prisión.

LA OBJECION DE CONCIENCIA: ¿ES UN DERECHO MORAL ?

Una tarde de invierno de 1891, en Moscú, León Tolstoi observó que un guardia estaba a punto de maltratar a un mendigo. Tolstoi se dirigió al guardia en estos términos: "¿Has leido el Nuevo Testamento?"; a lo que el policía respondió: "Y tú, ¿has leido nuestro reglamento?"...

Todo el problema de la Objeción de Conciencia está contenido, básicamente, en este diálogo de sordos. En el momento en que la regla social no coincide con la regla moral, se crean las condiciones de la Objeción de Conciencia.

No se trata, por tanto, de poner en práctica una dialéctica comparable a la del marxismo: la elección no está entre el orden existente y otro sistema. Los imperativos de la conciencia no se concretan en una fórmula determinada a la que sólo haría falta una aplicación.

Otra diferencia con la actividad política tradicional es que la objeción se manifiesta generalmente por la desobediencia civil. En todos los países, la ley asegura su propia supervivencia, y la autoridad establecida no padece más contestación que en los límites que ella misma ha establecido; la oposición oficial sirve, a veces, más de válvula de seguridad que de fermento de progreso. El objetor no puede limitarse al objeto mismo de su objeción, y por ello, acepta comprometerse en una desobediencia civil, si realmente quiere ser fiel a sí mismo.

Cada estado establece implícitamente la ecuación de su ley y del absoluto de la justicia; exige de sus ciudadanos la obediencia; pero, tratándose de ciudadanos de un país adverso, cada Estado espera de ellos que se conformen y atengan, no sólo a las leyes de su propio país, sino también, y sobre todo, a ciertos principios universales de justicia y de humanidad.

Esta es una de las fuentes de la jurisprudencia establecida por el Tribunal Internacional de Nuremberg, encargado en 1945 de juzgar los crímenes de guerra cometidos por los nazis. En el transcurso del juicio, la mayor parte de los acusados hicieron valer el deber que tenían de obediencia a las órdenes recibidas de la autoridad legítima. El fiscal británico remarcó que "llega un momento en que el hombre debe negarse a obedecer a un jefe si quiere obedecer a su conciencia". En sus sentencias, el tribunal de excepción estableció claramente que la obediencia a las leyes y a las órdenes puede ser criminal, que el subordinado debe examinar en conciencia las implicaciones que podría tener su sumisión y, a veces, desobedecerlas; los jueces de Nuremberg se pusieron de lado de Thoreau en su denuncia al delito de obediencia. Si el Tribunal invocó la violación de las convenciones prohibiendo ciertas formas de guerra, y de tratados internacionales, ha admitido implícitamente la necesaria preeminencia de la ley moral, justificada la exigencia de la conciencia humana y reconocida la existencia de un derecho no codificado, descartando las conclusiones atestiguadas por la defensa en virtud del principio "nulla poena sine lege" (ninguna pena sin ley). Ha sido un tribunal de excepción instaurado por cuatro Estados en tiempos de guerra quien ha afirmado

con insistencia la insuficiencia de la ley escrita frente a la ley superior normalmente perceptible por cada hombre en su conciencia.

Esta exigencia de la conciencia no puede definirse exactamente, ya que es una exigencia absoluta. Rousseau habla de un "instinto divino". Puede ser percibida como una ley religiosa, o como la voz de Dios en el hombre. Puede tratarse de una exigencia laica de justicia, de libertad, de dignidad. Puede referirse al respeto de la ley de la vida, de los principios ecológicos. Sea cual fuere la forma que toma este absoluto, la manera en que se perciba, el objetor intenta reintroducirla en la vida social. Es evidente que la fidelidad a la conciencia, a la exigencia absoluta, no es el patrimonio del objetor: la fidelidad a la conciencia coincide, a veces, con la obediencia a las leyes, con el respeto al orden establecido.

"Se ha divinizado al Ejército y nos hemos convertido en ateos", decía el pastor Henri Roser a propósito de la objeción al servicio militar; tomando el término de objeción en su sentido más amplio, puede decirse lo mismo: se ha sacralizado la ley, se ha hecho de la obediencia una virtud cardinal, se ha divinizado al Estado; el objetor de conciencia se convierte, en este caso, en un sacrílego que rechaza el principio de la razón del Estado y aparta la ley escrita para sustituirla por el poder de la conciencia...

----

páginas 123-125 del libro:
L'OBJECTION DE CONSCIENCE
Jean-Pierre Cattelain
Presses Universitaires de France, 1973
Col. "que sais-je?", nº 1517
128 páginas - 4'5 FF.

PAX CHRISTI: RUTA INTERNACIONAL 1973

Las Rutas que anualmente organiza Pax Christi, se celebrarán este año en la región catalana. Se iniciarán el 18 de julio y terminarán el 28 en Montblanch (Tarragona).

El tema que animará estas rutas será el de la

"LIBERTAD DE CONCIENCIA"

El precio de participación, incluidos los gastos de manutención y alojamiento, es de 2.000 pesetas.

Para inscribiros e información escribir a :

Mª CARMEN VILAGRAN
S. Gervasi Cassolas, 84, ático.
BARCELONA

INFOR - PAX

BELGICA Durante el año 1972, fueron presentadas más de 1.000 peticiones para acogerse al Estatuto de objeción. De ellas, 350 fueron recogidas, y otras 800 están en espera de la decisión del Consejo de Objeción.

ESPAÑA Un sargento del ejército del aire ha sido detenido por haberse negado rendir los honores militares durante una misa. Está en detención preventiva.

En 1968, el sargento Francisco Orozco, de la guarnición de Málaga, obtuvo del ministro del aire la autorización para hacerse miembro de la Iglesia Baptista.
El 10 de diciembre de 1972 fue designado para formar parte del escuadrón que debería rendir honores en la misa en honor a la Virgen de Loreto, patrona del Ejército del Aire. El sargento (que es de la Iglesia Battista) se nggó categóricamente a formar parte de este escuadrón, invocando su "pertenencia a otra religión".
Persistiendo en su actitud, el sargento ha sido acusado por las autoridades militares por "delito de desobediencia", previsto por el art. 328 del Código de Justicia Militar.
(Le Monde, 20-2-73)

FRANCIA En mayo próximo tendrá lugar una marcha de protesta entre Londres y París para protestar contra las pruebas nucleares francesas en el Pacífico. La marcha está organizada por el grupo canadiense Greenpeace (Paz Verde). Fue gracias a su apoyo que, en 1972, un grupo neozelandés (Peace-Media) lanzó un yate con 6 ocupantes a bordo en dirección a Mururoa, en el lugar y en el momento en que debían efectuarse las pruebas. Una vez llegaron a la zona prohibida, el yate fue espoleado deliberadamente por un barco de la marina francesa que le acechó.
Este año, el grupo Green-Peace volverá a repetir la operación, con barcos provenientes de Austria, Japón, Canadá, California y Nueva Zelanda.
La marcha Londres-París empezará el 6 de mayo y terminará el 3 de junio.

Contacto:
OPERACION GREENPEACE
Jean Pierre Cattelain
6, rue A. Lebeuf
25000 BESANÇON (Francia)

U.S.A. La Casa Blanca ha informado que Nixon no ha cambiado la postura expresada en su campaña electoral, de que nunca concedería amnistía a los desertores y a los que no atendieron las órdenes de alistamiento.

Por otro lado, el 19 de febrero pasado, los desertores exiliados en Europa hicieron la siguiente declaración dirigida al Congreso:
"La intervención ilegal del gobierno americano en el Asia del Sudeste ha sido negada por la mayoría del pueblo americano. Centenares de miles de hombres y mujeres en los EE.UU. sufren

la pérdida de sus derechos civiles, de su libertad y de su trabajo por oponerse a la guerra o a la opresión del sistema militar americano.
Contrariamente a las afirmaciones deliberadamente falsas de Nixon de que había algunas decenas de exiliados opuestos a la guerra, la mayoría de los que se oponen están en los EE.UU., estimándose en unos 200.000, teniendo que vivir clandestinamente. Más de medio millón de veteranos hemos perdido los derechos civiles.

Pedimos una amnistía para todos, incondicional, sin servicio militar sustitutorio, sin medidas de castigo y sin juicios individuales."

Los resistentes a la guerra, llamados desertores, no son criminales. Los verdaderos culpables son los dirigentes del gobierno americano que han violado la Constitución de los EE.UU. y las leyes internacionales durante la duración de la guerra. Sólo una amnistía general e incondicional podrá ser el comienzo del fin de la desastrosa política americana en Indochina, y, al mismo tiempo, servirá para impedir lanzarse en guerras como esta en el futuro.

ESPAÑA El presupuesto español de DEFENSA para el año 1973 es de 62.194 millones de pesetas, representando el 13,1 % del total de los presupuestos del Estado para dicho año, y un aumento del 14,8% respecto al año anterior.

SUIZA El gobierno de Berna propondrá este otoño al Parlamento un proyecto instituyendo un Servicio Civil para los O. de C. La decisión ha sido tomada como consecuencia de una campaña popular efectuada por un grupo de profesores del cantón de Basilea, y apoyada por 62.343 firmas.

BRASIL Las mujeres y los sacerdotes tendrán la obligación de cumplir el Servicio Militar en Brasil, a partir del próximo año, según disposición adoptada por el Estado Mayor de las Fuerzas Armadas.

BELGICA Jacques Deterne, desertor detenido en la prisión de Barres, ha hecho pública la siguiente declaración:

"¿Por qué deserto? Primeramente, porque el ejército no me aporta aquello que dice por la publicidad. Porque no me considero como un mecánico que se dobla ante todo el mundo sin discutir. Porque no existe ningún respeto al ser humano.

Me considero no-violento, y no porque lo sea de forma natural, ya que no puedo escaparme de las reacciones humanas violentas, sino porque creo que las guerras o cualquier otra violencia no resuelven nunca ningún problema y no engendran más que odio y deseo de otra violencia. Es pues inútil ir a aprender a matar al prójimo. Prefiero utilizar mis energías para otros fines más útiles.

Lo que deseo es ser libre para elegir en plena conciencia lo que estimo bueno."

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&& &&&&&&& &&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

P U B L I C A C I O N E S — N O V E D A D E S

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&& &&&&&&& &&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

LIBROS - "L'OBJECTION DE CONSCIENCE"
Jean-Pierre Cattlain
Presses Universitaires de France, 1973
Col. "que sais-je?", nº 1517
128 págs. - 4'50 FF.

- "LA OBJECION DE CONCIENCIA EN ESPAÑA"
Jesús Jiménez
Ed. Cuadernos para el Diálogo, nº 50.
1973 - 100 ptas.

ARTICULOS- "MENSAJE AL CRUZADO CON AMOR"
Gonzalo Arias
Vida Nueva, 7-4-73
pp. 22-29 - 15 ptas.

Carta abierta dirigida a Blas Piñar, en un intento de iniciar un diálogo entre pacifistas y "guerreros integristas".

- "EJERCITO Y SUBVERSION"
Jorge Cardona
Mundo, 28-4-73
pp. 24-31 - 25 ptas.

PUBLICACIONES
FOLLETOS - "LE SERVICE CIVIL EN BELGIQUE"
20 FB (35 ptas.)
40 páginas.

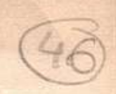
Pedidos a: JEAN VAN LIERDE
39, rue du Loriot
1170 - BRUXELLES

- "LA PENA DE MUERTE"
Nº extraordinario de Cuadernos para el Diálogo

DIRECCIONES-LIGA DE OBJETORES ITALIANOS
Via di Torre Argentina, 18.
00186 ROMA

Si queréis aportar una ayuda material
por los gastos de edición y envío de estas hojas,
podéis enviarnos:
- un giro postal
- un talón al portador por correo certificado
- sellos de correos de 1 y 2 ptas.,
a nuestra dirección:

EQUIP OC (Pax Christi)
c/ Lauria, 7, 1º 8ª.
BARCELONA (10)

1973 

VIOLENCIA Y NO-VIOLENCIA

La palabra no-violencia es la traducción de la palabra sánscrita "ahimsa" ("a" privativo; "himsa" violencia). Es una lástima que no empleemos la que corresponde a "satyagraha" (fuerza de la verdad), palabra con que Gandhi designaba la fuerza que empleaba en sus luchas, porque resulta mucho más positiva que la palabra "no-violencia" que hemos adoptado.

Es necesario apartar la idea de no-violencia de la de pacifismo, pues el pacifismo implica en no pocas ocasiones inmovilismo y resignación. Para evitar todos estos malentendidos lo que hay que tener en cuenta es que los hombres que han popularizado la no-violencia han sido y son, hombres que trabajan incansablemente por la justicia.

La no-violencia dice no a todas las violencias: violencia física, violencia económica, violencia social, ecológica, personal... Es importante no limitarse a denunciar y condenar una sola injusticia, olvidando que existen todas las demás.

En definitiva, la violencia que condena y combate la no-violencia, es la violencia de los poderosos.

A menudo se plantea el problema violencia/no-violencia, como oposición entre dos formas diferentes de combatir la injusticia, Esta manera de plantear el problema es falsa. La no-violencia no se opone a la violencia de los que combaten la injusticia en el mismo sentido en que se opone a la violencia institucional, a la injusticia. Partimos de la base que existen unas injusticias. Para combatirlas unos optan por la violencia, otros por la no-violencia. Pero lo importante es combatirlas. Los no-violentos tan sólo consideran que potar por la revolución violenta es una equivocación, porque es ponerse en el mismo terreno que el opresor. Y si se trata de la fuerza de las armas, es el poder opresor quien tiene generalmente las de ganar. Además de esta forma no salimos del círculo vicioso de violencias y contraviolencias en el que nos hallamos inmersos.

Por otra parte, es frecuente encontrarse con gente que teoricamente defiende la revolución violenta y que en la práctica están trabajando y realizando tareas totalmente no-violentas.

EL FIN Y LOS MEDIOS

Si queremos construir un mundo justo, humano, no podemos hacerlo con medios que no sean justos y humanos. Gandhi decía que "el fin está en los medios como el árbol en la semilla". Además, entra en este terreno el sentido que nosotros damos al hombre;. Si lo mas importante en este mundo es el hombre; es que el hombre pueda vivir feliz, libremente, alcanzando su pleno desarrollo, entonces lo importante no es alcanzar el poder, sino luchar contra todo aquello que no dignifique al hombre. Y luchar de forma que los hombres sientan que lo que hacen es justo. Es un espejismo pensar que para alcanzar un futuro mejor, no importan los medios a emplear. Y es un espejismo porque el futuro no existe y el presente sí.

En orden a la eficacia, puede parecer que los métodos no-violentos son menos eficaces. Pero hay ejemplos que demuestran la eficacia de las acciones no-violentas. Lo que pasa es que hay muy poca gente dispuesta a actuar de esta forma, pues llevamos muchos siglos aprendiendo la violencia y no se puede borrar de la noche a la mañana, y, de momento, se nos dan muy pocas oportunidades de aprender la no-violencia. Por otra parte, cuando se realiza una acción de cara a la opinión pública, es muy importante que esta comprenda el significado. Y los medios violentos muchas vdces oscurecen el fin buscado. Pos eso, cuando se vaya a realizar una acción, es necesario informar a la opinión pública de los fines que se persiguen y de los métodos que se van a emplear, haciéndolo de una forma clara.

Por otra parte no se puedd desligar la eficacia del resto. La eficacia también está en función del hombre. Se trata de buscar medios que sean eficaces y que sean coherentes con el fin que queremos alcanzar.

NO-COOPERACION Y DESOBEDIENCIA CIVIL

También estos términos,"no-cooperación" y "desobediencia civil", son equívocos. Quizás porque al traducirlos de la expresión original, no se haya llegado a encontrar un término que dé una idea exacta de lo que significan. Respecto al segundo, J.P.Cattelain, en la traducción francesa, lo traduce por"desobediencia cívica", que resulta mucho mas significativo. Según esto, sería un acto de civismo el desobedecer ciertas leyes.

Vivimos en un mundo que nos parece justo. (Desde las relaciones entre naciones, en las que las grandes potencias explotan a los países subdesarrollados, hasta las relaciones entre las personas, pasando por las enormes diferencias entre las clases sociales de un mismo país). Un mundo que se está destruyendo a sí mismo y que dispone de todos los elementos necesarios para hacernos volar (véase las modernas armas secretas). Un mundo en el que nos encontramos y con el que colaboramos. Y nosotras estamos en el mundo para colaborar con la existencia, para vivir, para gozar de todo cuanto existe y es maravilloso. Colaborar con la vida quiere decir no colaborar con el mundo, con la sociedad o con el Estado, cuando estos son -como ahora- escuelas de violencia, de opresión, de aburrimiento, de nada o muy poco que dignifique al género humano.

Este principio de no-cooperación con la injusticia es un principio esencial de la no-violencia. Si el sistema, cualquier sistema, se mantiene, es porque todos le apoyamos. El principio de no-cooperación está basado en la idea de la desobediencia civil, de la que fue fundador y practicante absoluto Thoreau, que ya en 1848 decía:"..con que un número suficiente de hombres adoptaran una postura de no-cooperación no-violenta, la esclavitud se derrumbaría". Y añadía:"Los hombres están demasiado apegados al Estado y demasiado pocos interesados en la justicia. Tienen miedo de ir a la prisión por una idea. Pero mientras no estén dispuestos a hacerlo así en número considerable el Estado seguirá disponiendo de sus sumisos instrumentos para las guerras y las instituciones como la esclavitud".

NO-VIOLENCIA ACTIVA

Los puntos que a continuación se ennumeran, han surgido de las reflexiones hechas en común entre diversa gente de toda la Península interesada por la no-violencia activa.

Dado que los compromisos de actuación de cada uno, actualmente, están ligados a campos diferentes (suburbios, mundo gitano, mundo obrero, estructuras de iglesia, medios de información, democratización, objeción de conciencia, etc.) no ha sido posible establecer un programa de actuación común, pero sí ponerse de acuerdo sobre las premisas necesarias en el planteamiento y puesta en marcha de toda acción y sobre la tendencia en las actitudes y comportamiento durante la ejecución de ésta para que satisfagan plenamente al espíritu de la no-violencia.

Principios Generales:

El no violento:

1º.- Está convencido de la fuerza de la verdad y de que ésta prevalece por encima de las demás fuerzas.

2º.- Cree que su adversario tiene capacidad de bien y participa de una parte de la verdad.

3º.- Cree en el hombre, su hermano. En consecuencia su único enemigo es el mal que en él pueda manifestarse.

4º.- No pretende vencer sino convencer o convencerse, es decir, descubrir con el otro la verdad. Quiere la justicia y la reconciliación, no la victoria.

5º.- Sabe que la no-violencia es una manera de ser y de concebir la vida de la que se deduce un método que le es propio. No una estrategia, sino una actitud constante, resultado de una conciencia progresiva de la dignidad del hombre.

6º.- Pone especial atención en que los medios para conseguir el fin que se propone sean siempre honestos.

7º.- Es siempre activo y cree, no obstante, que la no-cooperación con el mal es un deber tan evidente como la cooperación con el bien.

8º.- Tiene la evidencia de que la verdadera paz no se caracteriza por la ausencia de tensiones sino por la presencia activa de la justicia.

9º.- Haciéndose pobre entre los pobres asume la realidad social que le circunda, se siente responsable de ella y actúa para clarificarla y mejorarla.

10.- Finalmente sabe que la acción más urgente -como dice Gandhi- no consiste en ser encarcelado, ni tan sólo en esforzarse para obtener la libertad de palabra, de prensa o de reunión, sino en purificarse a sí mismo, en interrogarse y en organizarse serenamente.

Condiciones para la acción:

Y cuando emprende la acción tiene presente que:

a).- Ha de estar convencido de la justicia de la causa que defiende; si la causa no es objetivamente justa, la no-violencia, que es la fuerza de la verdad, pierde toda su fuerza.

Esta causa debe responder a la resolución de problemas reales de los oprimidos y del pueblo, del propio país en primer lugar, y es por tanto revolucionaria.

La forma de la acción (sin ignorar los precedentes de Gandhi, etc.) debe ser original y creadora, concorde con el estilo del país.

b).- Aunque los principios éticos sean de validez universal, las acciones serán claras y precisas, y limitadas a un solo objetivo.

c).- La no-violencia debe traducirse en un respeto total a la integridad física y moral del oponente.

d).- Intenta provocar en el oponente no miedo ni odio, sino verguenza por su situación privilegiada o por sus actitudes injustas.

e).- Ha de llevar las acciones hasta el final, que no consiste sólo en obtener lo que pide, sino en llegar al convencimiento del adversario.

f).- La acción no-violenta tiene tres grados:

1.- reivindicación (sola)
2.- no cooperación
3.- desobediencia civil

g).- Debe saber a qué se compromete, tiene que ser realista y prever las dificultades, y debe llegar hasta las últimas consecuencias de la acción, que sólo así es eficaz.

h).- La acción ha de prever varios grados de participación y compromiso, pues no todos los que se asocian a ella lo harán con la misma intensidad.

i).- No debe cooperar en la injusticia que se denuncia, ni pretender beneficiarse personalmente de los privilegios y ventajas que ésta ofrece.

j).- Acepta para sí mismo al menos tantos esfuerzos y exigencias como su acción no-violenta pide a los responsables de la injusticia.

k).- Ha de actuar dando la cara, abiertamente, sin clandestinidad. Sin jactancia ni fraude. Con persistencia incansable. En caso de recibir malos tratos, ofensas o juicios desfavorables, no debe afectarse y nunca debe devolverlos.

l).- Ha de hacer un esfuerzo por la unidad con los otros partícipes de la acción.

m).- Si en la lucha descubre que el mal que combate en el oponente lo tiene también él mismo, detendrá la acción y se corregirá antes de proseguirla de nuevo.

n).- No debe proponer una acción si no es capaz de realizarla él mismo o no indica quién está dispuesto a llevarla a cabo.

Toda octavilla, declaración e información debe llevar un nombre y una dirección. (Una acción nunca es realizada por ejemplo por la Acción Cívica No-violenta, sino por una persona o un grupo de personas en el marco de A.C.N.V.).

ñ).- Debe buscar los medios para que llegue a la opinión pública una información veraz sobre la acción.

La información sola no se considera una acción.

Etica personal:

Cuando el N.V. se compromete en la realización de una acción, ésta compromete al mismo tiempo a toda su forma de vida, obligándole a una revisión constante de todos los aspectos de su persona, y de su actuación para que responda a las exigencias de la verdad, justicia y caridad.

Estas exigencias se pueden concretar en:

1.- Orientar su vida, para pesar lo menos posible sobre los demás.

2.- Trabajar para el conocimiento, posesión y donación de sí mismo.

3.- Simplificar su vida tendiendo hacia la pobreza.

4.- Decir con coraje lo que se cree que es verdad, a menos que la caridad lo obligue a callar. Eliminando de su vida, la intriga, la maledicencia, el artificio y el engaño.

5.- Intentar liberarse de impedimentos como la pereza, la cobardía, la cólera y la indiferencia.

6.- Ser conscientes y responsables de sus actos y de las consecuencias que de ellos se deriven.

7.- Corresponsabilizarse con los que padecen opresión e injusticias y con los que sufren represión o persecución por denunciarlas o por haberse opuesto a ellas de alguna manera.

VICTOR JUAN BOJ CABESTAÑ

Nace en Reus en 1949, donde vive y estudia el bachillerato. A los 18 años se matricula en la Facultad de Ciencias de Barcelona. Profundamente cristiano, la Biblia le atrae como filosofia, por lo que intenta aplicarla en la vida.

Se pregunta:
- ¿Cual es el motivo del divorcio existente entre la moral individual y la moral colectiva?
- ¿Por qué motivo la caridad fraterna se limita a individuos y no es entre naciones?
- Si una nación roba a otra, ¿no serán culpables del robo todos los habitantes?
- ¿Cómo pueden explicarse las guerras?
- ¿Con qué derecho los hermanos de dentro de las fronteras son más hermanos que los de fuera?
- ¿No es un grave escándalo el ver como mientras unos hombres estan faltos de alimentos para su cuerpo y su espiritu, a las naciones no les faltan recursos para armarse? Pero sí les falta para hacer escuelas, hospitales, crear nuevas zonas de cultivo, etc...?

Con estos interrogantes es llamado a filas. Primero piensa en huir, en hablar con un superior... Finalmente se incorpora, pero al poco tiempo se decide por negarse a continuar realizando el Servicio Militar, gritando en público:

!Viva la Paz!

!Viva el Amor! !Mientras hayan soldados habrán guerras!

!Amaros los unos a los otros! . . . NADIE LE COMPRENDIO . . .

Es llevado, primero, al Castillo de San Fernando, en Figueras. Allí, le hacen ofertas ventajosas si se retracta de sus ideas, lo cual no acepta.
El 30 de Abril es llevado a una habitación individual acolchada - de locos furiosos - en el Psiquiatrico Militar de San Boi, aunque sin someterle a ningún tratamiento, pero manteniéndolo aislado en los sótanos del sanatorio. Allí se le traía la comida a la celda. Sólo podía ver a dos o tres personas, que le despertaban a las siete y le apagaban la luz cuando le decian que era de noche. Cuando su familia se entera de la situación, él ya llevaba varios dias en semejante estado, aunque tampoco pueden hacer nada, ni siquiera visitarle.

En tal situación, decide hacer una huelga de hambre y, a los dos dias, lo trasladan a una habitación de la primera planta con dos amplias ventanas que dan al jardin, donde puede leer y ver a su familia. Es visitado también por algunos militares, con intención de hacerle retractar de sus ideas, hasta el punto que le proponian declararlo "inutil total para el Servicio Militar" en caso de que aceptara.

Ante su negativa, el 9 de Junio vuelve a ser llevado a Figueras, colocándolo en una celda junto a un Testigo de Jehová.
El 11 de Junio se le hace un Consejo de Guerra. El Fiscal pide 12 años por intento de sedición. El fallo es de una condena de 5 años. Al no satisfacer la pena a la Capitania Gral. se le vuelve a hacer otro juicio el 21 de Junio, resultado del cual se le eleva la pena a un total de 6 años de prisión.

Sigue en Figueras hasta el 4 de Agosto, donde le pasan a la Prisión Civil de la misma Figueras. Las cekdas estaban muy sucias; por ello, compra jabón y la limpia. A los pocos minutos lo trasladan a otra celda, y así sucesivamente, ya que descubrieron en él, una máquina limpiaceldas. Finalmente decide aceptar la suciedad y le dejan tranquilo, aunque rodeado de porqueria. En esta prisión estuvo solo de paso. De allí, la Guardia Civil lo llevó al Penal Militar de Galeras, en Cartagena, pasando un mes de viaje por distintas prisiones: Barcelona, Valencia, Murcia y Cartagena.

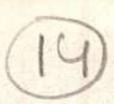
En Galeras, el ambiente era más sano que en las prisiones civiles. Su gozo dura poco, ya que, sin saber porqué, empezó una peregrinación de prisión en prisión. Al parecer era demasiado sociable y, por ello, algo peligroso...

Así pasó todo un año, hasta el 19 de Junio de 1972, en que es ingresado en los talleres penitenciarios de Alcalá de Henares.

La carcel de Alcalá es un edificio - esconvento - acogedor a primera vista, pero falto de espacio, por lo que hay que vivir mucho en el exterior de las celdas. Funciona con la idea de que los reclusos que habitan en ella ejerzan algún oficio que pueda serles útil al salir en libertad. Victor se integra allí en un taller de encuadernación. Es considerado como "inprescindible", pero sólo cobra 50 ptas. diarias.

El dia 6 de Octubre de 1973 termina su periodo de prisión y es conducido a Africa, donde actualmente esta cumpliendo el Servicio Militar en un "Batallón Disciplinario", terminando, así, su condena.

" CARTA A LOS AMIGOS" 1973



I)

En el proceso de nuestra lucha y vida, la amistad mutua es muy importante. Nuestra amistad es sostén, en el momento actual, y a la vez germen, muestra del nuevo mundo que anhelamos.

Por este motivo, como para participaros de los acontecimientos, me decido a escribiros esta larga carta, en la cual os expongo los hechos más significativos pasados en mi anterior etapa de la prisión.

Por motivos de sobra conocidos escribo en singular.

Cuando ingresé en el penal, se me consideró como testigo de Jehová, en aspecto de grupo sociológico; o sea, una determinada mentalidad correspondiendo a una determinada forma de actuar.

Por ejemplo, ellos salen a trabajar al jardín y huerto de la prición sin ninguna clase de beneficio. Al principio salí, después conforme me centré en el ambiente fui negándome paulatinamente a salir.

Sucedió un hecho significativo al principio de mi estancia en la prisión. Vino un mando a visitar la prisión; estábamos en la hora de la comida del mediodía. Este mandó tocó un radiador, pues era invierno, quedándose mirando de forma peculiar como interrogando. El mayor de la prisión, que es el que lleva todos los tinglados, rápidamente le dijo: "ayer mismo cerramos la calefacción, pues aquí en Cartagena no hace frío". Todos lo oímos estupefactos: la calefacción nunca estuvo encendida. Después de este incidente un compañero me explicó que allí llega un camión de varias toneladas de carbón; a la media hora llega otro, de más o menos la mitad de capacidad, y se lleva alrededor de la mitad del carbón, ¿dónde?, ¿para qué?...??? Más adelante fui testigo varias veces de tal hecho. Por cierto cargaban el camión los presos y se les daba unas 100 ptas.

Como presos hay estipulada una ropa con el consiguiente par de botas y ropa interior. Esta ropa nunca se daba a los que le pertenecían; sigue sin darse, por lo menos hasta que salí. Varias veces la solicité al mayor, el cual se excusaba dando largas al asunto. Hice una instancia por conducto reglamentario (esto es: un folio, al que se le añada un sello de 5 ptas., se dirije al Capitán General o al director de la prisión; debe pasar por todos los mandos intermedios; según la ley, no puede retenerse por los mandos intermedios, pues no tienen potestad para ello). Jamás llegó a su destino, quedando cortada la única forma legal de defensa del preso.

Por navidad del 1972 los amigos enviaron muchos paquetes de naranjas con alguna cosilla más. Allí en el penal hay una furgoneta de servicio, pero ya a estas alturas de mi condena, debido a las reivindicaciones hechas, (negativa de salir a trabajar al jardín-huerto sin recibir nada a cambio, intentos de concientización de la gente, etc.), el mayor realizaba ya una persecución sutil, pues no le interesaba una dureza a las claras. Caso de extremarse las posturas, puede haber un follón y descubrirse sus desfalcos.

Entonces vio la oportunidad de realizar otra forma sutil de venganza: dio orden al cartero (un marinero que hace el servicio militar) de que trajese los paquetes que venían en taxi y que los pagásemos nosotros. Al mediodía, cuando llegó el cartero, me llamó. Traía unos 8 paquetes en un taxi, la cuota fue de 175 ptas. Discutí con él enojado ante tal situación, cedí y pagué porque ví que él es víctima de la situación. Se lo habían ordenado.

En mi ánimo estaba aclarar la situación a la primera oportunidad. Pensaba en qué forma podría. Por instancia imposible, nunca hubiesex llegado a su destino, ni aún diciéndoselo al capellán castrense; pues éste siempre se lava lass manos y predica la uniformidad ambiental, "todo tranquilo", "no pasa nada", "resignación", sin solucionar ningún problema, ni dar la cara, ni tan siquiera por lo que es legal, averiguar si las instancias llegan a su destino, Cuando había problemas de esta índole, estaba unos día sin aparecer, decía: "tengo mucho trabajo". Como a había habido cambio de almirante y éste quería estructurar las visitas, dio la casualidad de que tenía que venir el Coronel, primer mando de la prisión que tiene su despacho en Capitanía General, a dar audiencia a los presos que quisieran tenerla.

Fue anax magnífica oportunidad: me apunté a la audiencia. Dí como motivo por el cual iba (pues el mayor no se fiaba y me preguntó) las visitas al penal de familiares y amigos. Ya en mi mente tenía claros los dos temas a tocas: ropa de preso y el hecho del taxi. Así fue, con toda cortesía dije al primer jefe el hecho de que no deban la ropa de preso y le pregunté si tenía derecho a que me trajesen los paquetes en la furgoneta; Dijo que sí; entonces le conté el hecho del taxi.

En la audiencia estaba también el segundo jefe, que delega en al mayor todos los problemas y va a medias con él. Este intentaba cortarme para que no hablase; muy cómico e hipócrita, dijo que me daría todo lo que necesitase, cortando mi reclamación, dándola como solucionada para que el jefe no diese importancia al hecho. Después, ante el hecho del taxi, se hizo el alarmado y justiciero -¡muy hipócrita!-, diciendo que le darían un correctivo al cartero, Quedé desconcertado, pues la orden de que trajesen los paquetes en taxi fue de él.

Al mediodía de este acontecimiento me llamó el mayor a su despacho xque está a la entrada de la prisión. Una vez fuera de la primera puerta, que separa la prisión del recinto, me abordó un marinero compañero del cartero, hablándome duramente. Mex decía: "por tu culpa van a encausar al cartero, el jefe ha solicitado que le hagan las pertinentes gestiones para hacerle un consejo de guerra". Quedé frío. ¡Cuán diabólica estructura militar, que todo recae al de abajo! El mayor y el segundo jefe habían dsicho que el culpable era el cartero. Se excusaban de la siguiente manera. Decían ellos que le habían dicho al cartero que con permiso de los presos les trajese en taxi los paquetes. Lo decían así porque yo dejé claro que se lo habían ordenado, por esto dieron una vuelta diciendo que era sugerencia, no orden.

Este hecho me hizo mucho que pensar sobre todo el montaje militar, la dificultad de luchar desde dentro aún con formas legales, dificultad de una labor militante. El mayor ya había pensado sobre la situación, estaba muy sonriente. Era la oportunidad de someterme a su política, pues según las cirsunstancias quedaba yo como culpable de encausar a un marinero. Muy satisfecho me recibió, diciéndome: "¿Ves qué consigues queriendo hablar con el jefe? Tú, si tienes un problema, me lox dices a mí, que para esto estoy aquí (es su canción de siempre). Ahora a ver qué hacemos, el jefe quiere encausar al cartero." Le rogué que no le encausaran. Hablaría con el jefe, si falta hiciese, dije, claro que esto no me lo dejaría volver a hacer jamás; varias veces lo solicité, de derecho tenía que habérseme concedido, nunca más se me concedió.

No se encausó al cartero al solicitar yo que no se hiciese, pero más bien fue porque de habérsele encausado hubiesen habido indagaciones, interrogaciones, y podían salir dañados los dos mandos residentes en el penal. Yo comprendí esta situación, pero ante el riesgo de que saliese dañado un marinero, eché atrás la denuncia, siguiéndole el juego al mayor.

El primer jefe dio orden de que se me devolviese el dinero a cargo de la prisión. Respecto a los trajes aún pasaron varios meses para que fuesen dados, y sólo a 5 presos de unos 20 que les correspondía.

Esta situación de recaer los problemas sobre los de abajo, cortaba la idea de radicalizar una postura, y más junto con el hecho de que allí en esa cárcel se dan unos privilegios determinados, respecto a las visitas de familiares y amigos, cartas que se pueden escribir y recibir y vida interior menos estructurada que en las prisiones civiles. Debido a esta situación, se tiene a lagente atada, para que no hagan ninguna reivindicación, amenazando con cortar estos privilegios. Ante cualquier injusticia, vejación por parte del celador o mayor, se está coaccionado a callar y aguantar.

Esta situación de privilegios no conseguidos por derecho, crea una tensión entre los mismoss compañeros, usada y orquestada por bs mandos (he sufrido varios ejemplos dolorosos sobre esto), pues si alguien quier plantear una reivindicación se amenaza a tdos, que por culpa de ese tal habrá una privación de privilegios, lo cual crea una tensión entre los mismos compañeros. Claro que los que somos militantes no queremos nada por privilegio, lo queremos por derecho, pero ante tal situación del medio ambiental, que hay gente para todo, se complica la acción. Por estos motivos la acción se sitúa en un tira y afloja muy sutil, dentro de lo posible, es como una especie de guerra fría constante con los mandos.

Se me podría hacer la pregunta: ¿por qué lucho allí, siendo que hay unos privilegios que comparativamente están a mil años luz de las cárceles civiles? Sutil pregunta, pues puede parecer que por mma la constante lucha, por el hecho de buscar follón, el lío por el lío; dirían algunos: "ya podrías dar gracias de estar tan bien"! Esta forma de ver la vida, es un punto de vista que admite al mundo como está y sólo quiere "sacar tajada"...

Para mí, mientras hay injusticias, opresión, etc., se debe luchar, pues el objetivo es la consecución de la sociedad utópica, donde el hombre, todo hombre, sea plenamente libre. En este nivel de visión, allí en la prisión hay opresión, y muy destructiva, de la dignidad humana, pues se oprime el espíritu de rebeldía del hombre, o sea ante cualquier injusticia; al quedar coartado de reclamar, patalear, queda dentro del ser, creándole un sentido de impotencia y frustración.

II)

Mi actividad frente al representante oficial de la Iglesia, fue en principio intentar tender un puente entre su concepción de la fe y la mía. Iba a misa los domingos y fiestas e intentaba participar al máximo de la eucaristía, a pesar de ser cada vez que iba una crisis de dudas, interrogantes, vuelta a analizar el ¡por qué iba!, el ¡qué era! Me sostenía mkkr el ir la idea de que es preferible equivocarme acudiendo a misa, que al revés.

Siempre que había problemas, los contaba al capellán castrense. Créía yo que la gxxxxxxx fuerza de la confianza y de la verdad le harían decidirse a afrontar los problemas. Sabía evadirse, saliéndose por la tangente, eximiéndose de comprometerse.

Andaba yo en un mar de dudas sobre la verdad de esas misas, seguía, sosteniéndome el finísimo hilo de preferir equivocarme acudiendo.

Sucedió que, estando en la capilla un día laboral, estudiando la Biblia, vino un celador y nos echó de allí, diciendo que ya había estado demasiado tiempo. El celador era cabo primero, celador temporal, por esto quería tener méritos. El mayor, sabiendo su debilidad, le cizañaba para que me persiguiese.

Reconozco que de primeras ví la oportunidad de que por fin el castrense tuviese que decidirse, dar la cara, afrontar la situación. Tenía hasta confianza en ello, pues el acontecimiento era escandaloso. Unos católicos explusados de una capilla católica, más aún, cuando allí en esa prisión se reúnen todos los día los Testigos de Jehová y tienen sus reuniones, sin que nadie lo impida. Mis cábalas en un pozo, el castrense que por los visto estudia el arte de no comprometerse, quiso actuar de nuevo, contentando a las dos partes, como siempre lo hacía. El hecho acaecido, por su radicalidad no daba para evasiones, había que comprometerse en uno u otro sentido. Al celador le dijo: "Sí, claro, es lo que usted dice, com media hora de estudio está bien."

Cuando me enteré fue el desborde de la paciencia. Acudieron a mi mente tantos y tantos problemas habidos y cómo siempre se lavaba las manos. Ya no acudí más a misa. Rompí la cadena moral del temor a equivocarme. Pienso ahora, realmente si la forma de actuar del castrense es la católica, decididamente no soy católico. El castrense se sintió muy ofendido, por mi no asistencia y cargó su descontrol nervioso momentáneo verbal diciendo que soy un revolucionario, que sólo hago que cizañar a los compañeros, contra los mandos. Esto lo dijo a presos y mandos. Reconozco que tenía razón, solamente que donde él dice cizañar, yo digo concientizar.

Desde entonces la persecusión se hizo más clara, de las cartas que me escribían llegaban más o menos la mitad, las visitas que podían las impedían, las hacían más cortas. Estructuraron el horario del penal haciendo que las naves estuvieran cerradas de 9 a 11 de la mañana y de 4 a 5 y media de la tarde.

Dejo aclarado que la persecución seguía siendo sutil, o sea procurando fuese justificada. ¿Por qué no lo hacían más abiertamente, teniendo el poder y hasta la tranquilidad casi probable de que el castrense no haría nada por mí? No lo hacían porque temían que hiciese una huelga de hambre, hubiese investigaciones y podían correr un riesgo.

Salió una ley del Ministerio de Marina, en la cualse concedía permiso para tener barba. Solicité permiso al mayor; me dijo él: "eso no es para vosotros, aquí en la prisión hay régimen especial". Hice una instancia solicitándolo al primer jefe. Por esos días nos dijeron que tenía que venir al Arzobispo Castrense (que estaba haciendo una rueda de visitas por las dependencias militares), que preparásemos la ropa de preso, que es de invierno, de material de lanilla. Estábamos a 30 de mayo, hacía calor.

Nueva injusticia a la vista: porque viene el Arzobispo, se obliga a todos a vestir con traje de invierno. De nuevo otro hecho de aplastamiento, de contradicción. Luchaba por una Iglesia de los pobres, comprometida con la liberación del hombre; estos acontecimientos vienen a hundir la labor de concientización.

Ví claro negarme a vestir ese traje. Ahora, había una dificultad de cara a exponer la negativa, partiendo de la mentalidad que tienen. La dificultad era que pudiesen pensar y justificarse, razonando de la siguiente forma: ¡primero, pidiendo los trajes!, ¡después, no los quiere vestir!

Por esto, la reivindicación la planteé de la siguiente forma: ¡De acuerdo!, me visto de preso. ¡Dadme el traje de verano, pues hace calor! Era, por cierto, el tercer verano que iba a pasar y no se me había dado ropa de verano; solamente una de invierno, después de muchas reclamaciones. Se me encerró en la celda de castigo. El Arzobispo pasó diciendo: "Hijos míos...", con su cruz de oro macizo, su capa y su traje de gala de invierno. Según me dijeron los compañeros y muy maliciosamente el mayor, que me dijo: "Tú eres católico, pues mira el Arzobispo si ha venido con su traje de invierno y es arzobispo. Prefiero -dijo chillando- un comunista que lo diga y lo sea, o un Testigo de Jehová que lo dice y lo es, pero tú, ¿qué clase de católico eres, que no respetas ni a un arzobispo? Tanto luchar por violentar su conciencia, posibilitando con ello un cambio de actitud, dándole la oportunidad de ser un hombre libre, al obrar respetando a los demás y siendo honrado, llegan estos representantes de la Iglesia y les justifican sus posturas.

A los dos días de estar en las celdas, como no me sacaban, hice huelga de hambre (planteándola como una penitencia por los pecados que contra nosotros hacían). A los cinco días, después de una cantidad impresionante de amenazas, que reconozco hicieron mella en mi serenidad de espíritu, me sacaron, pues de no hacerlo tenían que enviar informe a Madrid de lo que sucedía y hubiese habido una investigación. Por otra parte, el castrense rogó a los mandos que no informasen a Madrid.

Si fue por su intervención por lo que me sacaron, o por miedo a la investigación, es algo que no se puede saber con certeza.

Cuando salí de las celdas, me enteré que el primer jefe había aprobado la instancia en la que solicitaba el poder tener barba. (esta vez llegó a sus manos, debido al hecho escandaloso de estar en las celdas, como él también fue a recibir al arzobispo, tuvieron que informarle de que estaba en las celdas y de la instancia). Según dijo el castrense, se rió y dijo: "pero si es de ley, no hace falta pedirlo en la instancia".

Después, hablando con un compañero, me enteré que el mayor había reunido a los presos, el segundo día de estar en las celdas de castigo, y les había dicho: "El primer jefe está muy enfadado, hay algunos que se saltan las normas, sólo hacen que crear problemas, esto puede tener consecuencias molestas para todos; hacen instancias pasándose por encima a nosotros, los mandos intermedios."

Clara actitud de provocación, poner a los compañeros unos contra otros. Consiguió en parte su objetivo, pues cuando salí de las celdas me encontré con el lamentable espectáculo de que habían desvalijado mis taquillas. Faltaban un anillo de oro, recuerdo de mi noviazgo, 800 ptas., un queso, 30 limones, 2 litros de aceite, ajos y algunas cosas más.

Estos compañeros, que ya antes de entrar en las celdas, me habían amenazado por hacer la instancia, después, instigados por el mayor, hicieron el usufructo, fueron los primeros en dejarse la barba, una vez conseguida la reivindicación por derecho.

Unos buenos compañeros, cuando estaba en la celda, conversaban con el castrense; les contó éste la peculiar reacción que había tenido el primer jefe al leer la instancia. Estos rápidamente le dijeron: "¿Por qué no reúnes a la gente y les dices la verdad? Ya ves que lo que ha hecho el mayor es instigar a la gente contra Jordi. Aclararlo es una postura de elemental ética humana." "Me, voy, que tengo prisa", fue la contestación del castrense.

III) "Atención jurídica"

La atención jurídica a los presos, tanto si la analizamos comparativamente, tomando como patrón otras naciones, como si lo hacemos bajo un análisis de lo razonablemente justo y hasta si lo analizamos tomando como patrón el Código de Justicia Militar, es una atención deficiente, burocratizada, lenta. ¡Sí!, se puede decir que esto son juicios míos, llenos de tendenciosidad porque soy un "fuera de ley". Ahora invito a todo hombre que lo desee a comprobar toda una serie de injusticias que yo he visto y vivido.

Un marinero que vive en Alicante entró en prisión en octubre de 1971, sin saber si tenía causa o arresto.

Solicitó la libertad provisional dos veces. Se movieron sus viejos padres para que se acelerase su caso. Salió en agosto de 1972, después de diez meses sin ser juzgado, solamente con un arresto de dos meses. ¿Quién le devuelde de vida los 8 meses que ha estado en la cárcel?

Otro marinero de Málaga, desertor, pasó revisión psiquiátrica y fue declarado excluido por mentalidad de diez años. Cuando llevaba 13 meses de cárcel, le fue concedida la libertad provisional; el fiscal le solicita 6 meses de prisión.

Otro muchacho de Canarias, lleva dos anos de prisión preventiva por deserción. También fue a revisión médica y quedó excluido por mentalidad infantil y epilepsia. Fui testigo de dos ataques que tuvo de epilepsia. Los companeros teníamos que socorrerle, hasta que viniese la furgoneta del hospital. Hay muchos casos más, recuerdo los nombres y su situación.

¿Por qué escribo esto? Porque, si un día el mundo es mejor, no será porque nos lo han dado los de arriba, ellos no sufren, ni saben lo que tantos y tantos seres humanos sufren.

Jorge Agulló Guerra

¿QUE FUE DE LOS OBJETORES?

Una lectora, María Rosa Costa, nos ha escrito esta carta:

Soy desde hace unos años lectora asidua de El Ciervo*, exactamente desde que empezaron a aparecer con bastante frecuencia noticias sobre los objetores de conciencia en España y las dificultades en que se encontraban a causa de no haber una ley específica para ellos.*

Me gustaría saber actualmente cómo está este problema, así como si después de las últimas disposiciones sobre este asunto los jóvenes que se encontraban en presidio varios años ya han sido puestos en libertad.

Por mi condición de no-violenta, agradezco que su periódico se preocupe de estos temas, que cada vez interesan más; a través de ellos se llega a una madurez espiritual.

Gracias.

Publicamos a continuación los relatos de dos objetores de conciencia, Pepe Beúnza y Víctor Boj. Pepe Beúnza estuvo en nuestra redacción y nos contó, a propósito de la carta de María Rosa Costa, que ahora está ya completamente libre y que trabaja para la comisión "Justicia y Paz" explorando la posibilidad de pedir a las autoridades el establecimiento de un servicio civil sustitutorio del militar, en vez de la cárcel, como existe en muchos países. Nos contó también lo que ha hecho en los últimos tiempos. El relato de Víctor Boj cubre desde la génesis y el planteamiento de su objeción hasta el fin de su condena en prisión. Ahora, según cuenta Pepe Beúnza, está cumpliendo la accesoria en un batallón disciplinario, hasta fin de año.

Creemos que de estos testimonios se desprende claramente la necesidad que había de reglamentar la cuestión y evitar, como ha hecho la ley de negativa a la prestación del servicio militar, las condenas en cadena. Sobre la aplicación de la ley a nuevos casos —existe un amplio margen en la pena que puede aplicarse— se sabe todavía poco. Queda pues con la ley la ventaja de haber extinguido la condena de muchos y queda también abierta a la conciencia de quienes puedan hacer algo la posibilidad eventual de que se establezca un día en España, como en otras partes se ha hecho, un servicio civil que permita legalmente resolver estos casos de una manera más útil para el país que la simple condena en una cárcel.

Habla Pepe Beúnza

El día 1 de noviembre de 1971 salí de la prisión de políticos de Jaén. Acababa de cumplir mi primera condena de quince meses (que en realidad fueron catorce, porque el indulto Matesa me pilló un mes) por haberme negado a prestar el servicio militar.

El mismo día tuve que firmar un papel según el cual debía presentarme al cuartel de Bon Repós. Yo me dirijo al barrio de Orriols, donde con un cura y unos estudiantes monta-

El batallón disciplinario está en un cuartel de la Legión y es una unidad que no tiene armas ni instrucción. Los soldados, llamados "corrigendos", van de uniforme pero hacen trabajos de todo tipo: construcción, almacenes, reparto de agua... No es un trabajo muy duro. Lo duro allí es el ambiente.

Al batallón viene la gente que ya ha estado en la cárcel. Gente que una vez cumplida la condena no es reintegrada a la sociedad, sino

batallón y éste a los castigos... Una noche la policía militar vino a registrar una por una las taquillas del batallón porque en el pueblo se había producido un robo. En otra ocasión alguien no sólo replicó, sino que pegó a un sargento, el cual llamó a la guardia y se organizó el gran follón.

El ambiente es lo más duro. Y siempre estás temiendo una sanción colectiva; vives con una gran sensación de peligro, siempre pen-

El día 1 de noviembre de 1971 salí de la prisión de políticos de Jaén. Acababa de cumplir mi primera condena de quince meses (que en realidad fueron catorce, porque el indulto Matesa me pilló un mes) por haberme negado a prestar el servicio militar.

El mismo día tuve que firmar un papel según el cual debía presentarme al cuartel de Bon Repós. Yo me dirijo al barrio de Orriols, donde con un cura y unos estudiantes montamos una guardería y trabajamos en una escuela nocturna. En Orriols hay más de cinco mil niños y una sola escuela con capacidad para quinientas plazas. No tiene ninguna guardería. Desde allí envío una carta al Capitán General indicándole dónde me encuentro y el trabajo que estoy realizando. Un día viene la policía y me lleva al cuartel.

Se me condena por desertor a un año de cárcel y la accesoria, que consiste en terminar el servicio militar en el batallón disciplinario del Sahara. El año lo cumplo en el penal militar de Galeras. Allí están también treinta y cinco Testigos de Jehová con los que entro en contacto rápidamente. Me doy cuenta entonces de las grandes diferencias que existen entre nuestras objeciones. Los Testigos esperan que pronto venga Jehová en Armagedón y libere a la humanidad de todas sus cadenas. Por eso ellos siguen esperando y aceptando las condenas en cadena que les caen por negarse a ir al batallón disciplinario. Yo pienso que será nuestra lucha y nuestra capacidad de trabajo la que nos va a resolver los problemas. Veo clara la necesidad de hacer planteamientos diferentes y de buscar caminos nuevos.

Estuve dudando mucho antes de decidirme a aceptar el batallón disciplinario. No sabía exactamente en qué consistía, qué representaba, si era una concesión excesiva, si significaba romper con mis ideas de objetor... Llegué a la conclusión de que precisamente por ser los primeros debemos arriesgarnos a dar algunos saltos en el vacío para poder ir comprendiendo cual es el mejor camino a seguir.

EL BATALLON DISCIPLINARIO: UN AMBIENTE DURO

Dos meses antes de terminar la condena de Galeras viene a buscarme la policía militar. En una cuerda de presos viajo de cárcel en cárcel durante cincuenta días hasta llegar al Sahara. El batallón disciplinario está en un cuartel de la Legión y es una unidad que no tiene armas ni instrucción. Los soldados, llamados "corrigendos", van de uniforme pero hacen trabajos de todo tipo: construcción, almacenes, reparto de agua... No es un trabajo muy duro. Lo duro allí es el ambiente.

Al batallón viene la gente que ya ha estado en la cárcel. Gente que una vez cumplida la condena no es reintegrada a la sociedad, sino que tiene que pasar por la soledad y el aislamiento que representa aquella unidad del desierto. Los "corrigendos" somos como los indeseables de toda aquella zona, los peores elementos. La gente encuentra una única forma de aguantar aquello: el alcohol. Se bebe muchísimo. Cuando alguien hace algo fuera de lo normal, fuera del reglamento o intenta algo tan imposible como huir, se dice que está "ensiroccado", que es el sirocco del desierto que le ha llenado la cabeza de arena. En realidad lo que sube a la cabeza no es la arena, sino el whisky.

Si eres lo bastante sensato como para no caer en la trampa del alcohol puedes aguantar relativamente bien, porque ya he dicho que los trabajos no son muy duros. Lo que sí es temible son los castigos. Y los castigos caen cuando alguien le ha dado demasiado a la botella. Con unas copas de más se producen peleas, riñas, altercados, robos, la gente se insubordina. Los castigos consisten en trabajos forzados de sol a sol.

La gente allí no tiene ningún nivel cultural; viene de la cárcel, es gente muy dura. Con inteligencia puedes llegar a negociar, sabes cuando se puede atacar y cuando hay que ceder, conoces los riesgos y la manera de burlar los castigos. Yo, por ejemplo, vendía cacahuetes y pipas en un cine por la noche. Así ganaba dinero. Y esto estaba naturalmente prohibido, pero nunca me pescaron. En los quince meses tuve la suerte de no ser castigado a trabajos forzados ni una sola vez.

Pero lo normal es que la gente haga lo que le da la vena (estar "venao", le llaman), es decir, depende mucho del alcohol. Cuando llegué me enseñaron una foto terrible: dos soldados del batallón habían robado un jeep e intentado huir. Quedaron atascados en el desierto al no poder sortear un río de arena... Estaban calcinados. Otros han logrado pasar a Marruecos, pero la policía les ha devuelto al batallón y éste a los castigos... Una noche la policía militar vino a registrar una por una las taquillas del batallón porque en el pueblo se había producido un robo. En otra ocasión alguien no sólo replicó, sino que pegó a un sargento, el cual llamó a la guardia y se organizó el gran follón.

El ambiente es lo más duro. Y siempre estás temiendo una sanción colectiva; vives con una gran sensación de peligro, siempre pendiente de dónde va a caerte el palo. Por eso quizás el capitán más humano de los que conocí era uno que lo arreglaba todo a puñetazo limpio. Era un tipo muy fuerte que derribaba a la gente de un golpe. Pero se prefería esto a los trabajos forzados.

DE LA JURA A LA LIBERTAD

Se me planteó el problema de la jura de bandera. Cursé una instancia al Capitán General pidiéndole ser eximido de la jura, puesto que ya había cumplido dos condenas. También pedía que, en caso de no concedérseme la exención, se me permitiera una promesa laica. Yo no me negaba a jurar bandera; les decía que si me obligaban lo haría. Pero dejaba bien claro que sería contra mi voluntad, violentando mi conciencia.

Pasó más o menos lo de siempre. Primero las amenazas de castigos si no juraba. Esto les falló porque yo me conocía bien la ley. Les dije que yo basaba mi petición en tal y cual artículos y que por pedir esto no podían hacerme absolutamente nada. Sólo podían concederme o denegarme lo que solicitaba. Pero nada más.

Después vino el regateo. Querían evitar el problema. Seguí negándome y al final me concedieron lo de la promesa laica con los extranjeros del tercio. El texto viene a decir lo mismo pero no se nombra a Dios. Fue una ceremonia muy sencilla y representó sin duda un poco de humillación, pero mucho menos que la de tener que desfilar y poner a Dios por medio...

A los quince meses me dejaron en libertad. Esto fue el mes de marzo de este año. Ahora ya tengo la cartilla —eso sí, "manchada" por dos consejos de guerra— es decir, que es como si hubiera cumplido el servicio. No me arrepiento de nada y creo que esta experiencia me ha sido muy positiva y válida: conozco diez cárceles, dos calabozos y el batallón disciplinario. En total, tres años y dos meses.

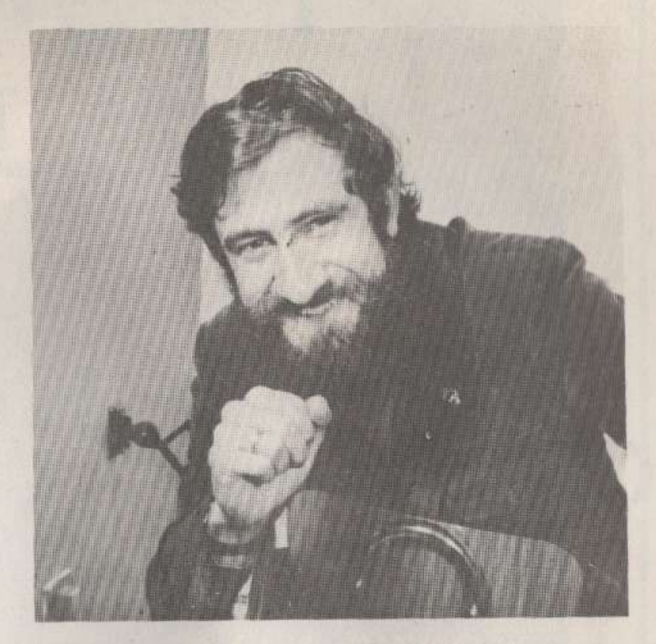
MAS DE MIL AÑOS

Los objetores españoles llevamos de momento un total de más de mil años de cárcel cumplidos. Tengo la esperanza de que no llegaremos a los dos mil... En estos momentos es difícil saber cómo está exactamente el problema. No puedo decir cuántos Testigos están fuera de la cárcel y cuántos siguen dentro. Los demás objetores son Víctor Boj, Jordi Agulló y Juan Guzmán.

Víctor Boj, después de cumplir condena de seis años de cárcel —fue condenado por sedición—, pasó al batallón disciplinario, donde yo le conocí y donde deberá permanecer hasta diciembre de este año. Jordi Agulló cumplió tres años, pero desertó en el momento de ir al batallón disciplinario. Ha cumplido por su cuenta un servicio civil, pero no se sabe dónde está. Juan Guzmán era un cabo de la marina que un buen día entregó su uniforme al oficial de guardia. Después de varios exámenes fue declarado inútil por irregularidades psíquicas pero, a pesar de esto, condenado a tres años de cárcel. Ahora termina la condena, pero el médico ha cambiado y le ha dado útil. No sabemos qué le ocurrirá.

Es muy curioso esto de tomar al objetor por loco. Lo mismo pasó con Víctor Boj y es algo muy parecido a lo que ocurre con los intelectuales rusos de que tanto se habla. Víctor me confesó que la única vez que pasó miedo fue en el manicomio. "¿Quién puede hacer caso de un loco?", se preguntaba. Además había el problema de los medicamentos: podían darle un tratamiento a base de pastillas y píldoras y él estaba completamente normal.

Quedan dos curas que se han negado recientemente a jurar bandera. De momento no ha ocurrido nada. Ningún proceso ni ninguna condena.



José Luís Beúnza
¿Por qué no nos obligan a hacer un año y medio de barrenderos?

LA ACCION ACTUAL: HACIA UN SERVICIO CIVIL

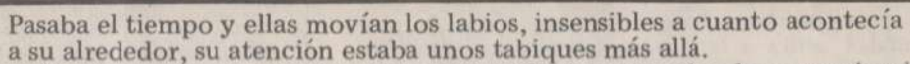
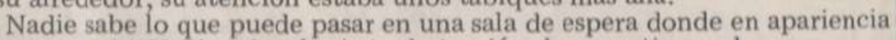
Yo estoy trabajando ahora en la Comisión Nacional de Justicia y Paz. Llevo el secretariado de no violencia y objeción de conciencia. En estos momentos estamos planteando una campaña que tiene por objeto la consecución de un servicio civil como alternativa del militar. Son muchos los países que actualmente conceden esta posibilidad a los que se niegan a cumplir el servicio militar. El servicio civil consistiría en trabajos en barrios, con ancianos, subnormales, haciendo carreteras, socorrismo, plantar pinos, dar clases... En fin, cualquier trabajo que no lleve un beneficio económico y en el que haya escasez de gente dispuesta a hacerlo. No interesa un trabajo en el que hubiera una situación de paro y nos cuidaríamos mucho de convertirnos en rompe-huelgas.

El número de objetores va en aumento en todo el mundo. Pero este claro aumento que se está experimentando no representa un problema para la opción del servicio civil, puesto que el ejército inteligente tiende en la actualidad a reducir efectivos y a especializar a sus hombres. La guerra del futuro será de guerrillas o de botones.

Se trata ahora de recoger firmas de gente que estaría dispuesta a efectuar este servicio si el Gobierno lo concediera. Evidentemente no vamos a solicitar un servicio civil si no hay nadie que lo prefiera al militar. Tiene que ser, por tanto, gente que no haya hecho todavía la mili y que tenga que hacerla. Toda la información a este respecto se puede encontrar dirigiéndose o escribiendo a Pax Christi, equipo objeción de conciencia, calle Lauria 7, 1º, Barcelona, o bien a Justicia y Paz, Residencia Pío XI, calle Límite, 3, Madrid.

Además planteamos otro tipo de acción. Consiste en que el que vaya a la mili con la idea de la objeción, pero que no esté dispuesto a ir a la cárcel, escriba una carta al Capitán General exponiéndole el caso. Es decir haciéndole saber que él irá al servicio y será un soldado más que cumplirá las órdenes pero, eso sí, se compromete a ser radical en no matar a nadie. Es una acción que no entraña riesgo, puesto que por esto no te pueden condenar, y es muy honrada. No todo el mundo tiene que estar dispuesto a ir a la cárcel, y no por esto su objeción no es igualmente válida. Se han dado ya varios casos de este tipo de objeción y no se ha producido de momento ninguna sanción.

La lucha por el servicio civil creo que es muy importante. La mayoría de los países lo conceden y yo no puedo entender por qué aquí no lo podemos tener. ¿Por qué no nos obligan a hacer un año y medio de barrenderos o trabajar en un banco si todo es servir a la patria? Sé que hay mucho trabajo y en muy distintos campos. Pero de momento —y no para toda la vida— pienso dedicar mis fuerzas a esta lucha. El campo obrero, universitario, campesino ,cuenta ya con grupos y gente que los trabaja. El problema del servicio militar y civil, no. Esta es la razón de nuestra acción actual.

Pasaba el tiempo y ellas movían los labios, insensibles a cuanto acontecía a su alrededor, su atención estaba unos tabiques más allá.

Nadie sabe lo que puede pasar en una sala de espera donde en apariencia

«Grité ¡viva la paz ¡viva el amor! y nadie me comprendió»

Victor Boj cuenta su caso

LA PERSONA

En mayo de 1949 nací en Reus y en esta ciudad viví siempre.

Hijo único de una familia de la llamada clase media, mis padres no tuvieron excesivas dificultades en costearme el bachillerato y, a su tiempo, llevarme a la Universidad.

En mis años de Instituto estaba fascinado por las ciencias. Solía gastarme mis ahorros en libros de física, de química, en probetas y en cosas de electricidad. Tenía también mucha afición a la fotografía, la natación, el excursionismo, el ajedrez y algunas cosas relacionadas con la agricultura y la economía.

A los 18 años me matriculé en la Facultad de Ciencias de la Universidad de Barcelona y durante dos años viví en el colegio Mayor San Raimundo de Peñafort de esa ciudad.

LA IDEA

Soy incapaz de señalar su origen en el tiempo, creo que nació conmigo y creció conmigo. Me pareció siempre evidente que la fuerza no es la razón y que demasiado frecuentemente es usada en contra de ella. Intenté ver por qué la razón solía salir tan mal parada y a donde llegué yo ya había llegado Jesucristo hace 2.000 años. Este mundo no es de los justos. Me vino a la mente que un estado tal de cosas se sostenía en el temor y en la adulación; resumiendo, la injusticia se sostiene por las concupiscencias y debilidades de todos nosotros. Luego, hay que educar en una santidad activa a las masas, hay que santificar las masas. En una generación de santos los problemas del en mi vida. En poco tiempo los libros de proverbios, de la Sabiduría, los capítulos 5, 6 y 7 del Evangelio de San Mateo y la epístola de Santiago fueron mis textos preferidos.

Frecuentemente me he preguntado cual es el motivo del divorcio existente entre la moral individual y la moral colectiva. Por qué motivo la caridad fraterna se limita a individuos y no se practica entre naciones. ¿Acaso no son las naciones resultantes de muchos individuos? ¿Cómo puede pecar un país sin que peque cada uno de sus ciudadanos? Si una nación roba a otra, ¿no serán culpables de robo todos los habitantes de ese país? A mi modo de ver, algunos lo serán directamente, pero el resto lo será por omisión; de todas maneras, la culpa alcanza a todos.

¿Cómo pueden explicarse las guerras sino como una resultante de odios y de pasiones? ¿Cómo puede un cristiano cabal aceptar su participación en odios y pasiones sin contaminarse? Si todos los hombres son hermanos, ¿con qué derecho los hermanos de dentro de las fronteras son más hermanos que los de fuera de ellas? Según mi parecer no es importante el haber nacido en uno u otro lugar, ni el ser de una u otra raza; lo importante es como es cada hombre en particular. Como dice el Evangelio: El arbol bueno da frutos buenos, el árbol malo da frutos malos; por sus frutos los conoceréis.

¡No es motivo de grave escándalo, no ya para un cristiano, sino para un hombre cualquiera, el ver como mientras unos hombres están faltos de alimentos para su cuerpo y para su espíritu, a las naciones no les faltan recursos para armarse, pero sí que les faltan para hacer escuelas, hospitales, crear nuevas zonas de

sí que puedo negar mi sudor y mi esfuerzo para aumentarlo. Creo que cualquier persona tiene derecho a negar su colaboración a cualquier cosa en flagrante contradicción con su moral; quien no se abstiene está cooperando al mal.

LOS HECHOS

Yo no fui, pero vinieron por mí. Lo primero que pasó por mi mente fue huir, pero un prófugo no da testimonio de nada, porque no está. Lo segundo fue hablar con un "superior". Adopté otra forma, me negué en público para que no pudiese ocultarse ni disminuirse. Voceé: "¡Viva la paz!", "¡Viva el amor!", "¡Amaos los unos a los otros!", etc. y nadie me comprendió.

Mientras a mis compañeros de quinta les decían una serie de barbaridades en contra mía y de mis ideas, estuve desde el 30 de abril hasta el 6 de junio en una habitación individual en el psiquiátrico militar de San Baudilio leyendo libros y escuchando la radio. Nadie me sometió a ningún tratamiento, pero estaba perfectamente aislado. No podía ir a comer al comedor e incluso durante un par de semanas les prohibieron a mis padres el visitarme.

Se me fue preguntando si me retractaba de mis ideas y se me hicieron varias ofertas ventajosas para el caso afirmativo. Me llevaron a un Consejo de Guerra; el fiscal pedía 12 años por "intento de sedición" y la cosa quedó en 5. Se anuló el Consejo de Guerra y se me volvieron a hacer ofertas ventajosas para el caso de que me retractara. Persistí en mi actitud y a los

Soy incapaz de señalar su origen en el tiempo, creo que nació conmigo y creció conmigo. Me pareció siempre evidente que la fuerza no es la razón y que demasiado frecuentemente es usada en contra de ella. Intenté ver por qué la razón solía salir tan mal parada y a donde llegué yo ya había llegado Jesucristo hace 2.000 años. Este mundo no es de los justos. Me vino a la mente que un estado tal de cosas se sostenía en el temor y en la adulación; resumiendo, la injusticia se sostiene por las concupiscencias y debilidades de todos nosotros. Luego, hay que educar en una santidad activa a las masas, hay que santificar las masas. En una generación de santos los problemas del mundo actual desaparecerían.

Encontré en las páginas de la Biblia una filosofía que me atraía lo indecible y a la vez me daba miedo porque no tenía el valor suficiente para aplicarla pura

de las fronteras son más hermanos que los de fuera de ellas? Según mi parecer no es importante el haber nacido en uno u otro lugar, ni el ser de una u otra raza, lo importante es como es cada hombre en particular. Como dice el Evangelio: El arbol bueno da frutos buenos, el árbol malo da frutos malos; por sus frutos los conoceréis.

¿No es motivo de grave escándalo, no ya para un cristiano, sino para un hombre cualquiera, el ver como mientras unos hombres están faltos de alimentos para su cuerpo y para su espíritu, a las naciones no les faltan recursos para armarse, pero sí que les faltan para hacer escuelas, hospitales, crear nuevas zonas de cultivo, etc.? No creo que sea un atentado a la moral cristiana solamente, es una violencia a los derechos más elementales a que todo individuo tiene derecho.

Yo solo no puedo evitar tal estado de cosas, pero

EL CAMELLO, LA AGUJA Y EL PAJAR

LA ESPERANZA, EN EL TACO

Los chavales, a falta de espacio verde, jugaban en la acera. Pasó la anciana, pequeña, frágil y jorobada. Y chocaron, y cayó. Fue el otro día en Barcelona y suele pasar a menudo en cualquier gran ciudad. Los niños se quedaron allí, muy asustados, hasta el final, hasta que los bomberos se llevaron a la anciana que pudo incorporarse y que gemía tendida en la acera.

Hasta que alguien decidió llamar a los bomberos pasaron más de diez minutos. Se formó un gran corro alrededor de la anciana. Diez, quince, veinte transeúntes anónimos se quedaron imbécilmente atónitos ante la abuela frágil, jorobada y tendida en la acera. Nadie se atrevió a tocarla, nadie tuvo el valor de ayudarla. La farmacia estaba a menos de diez metros. "Yo no puedo hacer nada", dijo el dependiente, y tan sólo le dio al joven que solicitó sus servicios un vaso de agua del Carmen. Y un azúcar.

Había más de veinte respetables ciudadanos mirando a la anciana, sin hacer nada. Veinte respetables idiotas. Sólo tres jóvenes desaliñados palparon a la anciana, consolaron a los niños asustados, corrieron a la farmacia y al servicio de urgencias del Hospital Clínico —"No podemos ir, tráiganla aquí"—, dos manzanas más arriba. Sólo tres jóvenes descamisados y melenudos increparon a los pasivos curiosos hasta que al final la mujer de la tienda decidió llamar a los bomberos. Cinco minutos después la anciana era llevada en la ambulancia. "El de bomberos es el servicio más eficiente", se comentó...

El amigo que me contó la historia, peludo y descamisado, terminó con una alusión al corro numeroso y subnormal. Y profirió un enorme, colosal, considerable taco. Hablamos de la gran ciudad, de la civilización urbana, de la gente anónima e imbécil, impotente, perdida, inhumana. Hablamos con lástima y con rabia. Me acordé entonces de una anécdota que me había contado un conocido, éste artista. Fue en Nueva York, en una de estas avenidas cargadas de hormigas en traje y con prisa. Un hombre de pronto empezó a dar la mano a todo el mundo: ¡"Amigo, estamos vivos; somos hombres, ¿no lo ves?, estamos vivos!". No recuerdo si el tipo acabó en la cárcel o en el sanatorio. El que me contó la historia concluyó: "Es que en la gran ciudad te atropellan en la calle y allí te dejan morir". Y soltó un enorme, colosal, considerable taco.

No sé si la ciudad convertirá a los jóvenes desaliñados, peludos y malhablados en respetables imbéciles educados que sólo saben hablar y formar corros alrededor de ancianas jorobadas, desagradables y tendidas en la acera. Tal vez, pero mientras tanto quiero conservar muy adentro —que es donde se guarda lo más necesario— el enorme, colosal, considerable taco. Como un taquito de esperanza.

JAUME BOIX

en una habitación individual en el psiquiátrico militar de San Baudilio leyendo libros y escuchando la radio. Nadie me sometió a ningún tratamiento, pero estaba perfectamente aislado. No podía ir a comer al comedor e incluso durante un par de semanas les prohibieron a mis padres el visitarme.

Se me fue preguntando si me retractaba de mis ideas y se me hicieron varias ofertas ventajosas para el caso afirmativo. Me llevaron a un Consejo de Guerra; el fiscal pedía 12 años por "intento de sedición" y la cosa quedó en 5. Se anuló el Consejo de Guerra y se me volvieron a hacer ofertas ventajosas para el caso de que me retractara. Persistí en mi actitud y a los pocos días otro Consejo me condenaba a 6 años de prisión.

Los hechos tal como los relata el Consejo de Guerra en el Testimonio de Sentencia, son los siguientes:

"Reunido el Consejo de Guerra Ordinario para ver y fallar la Causa sumarísima nº 66-IV-71, instruida por presunto delito de sedición por el Juzgado Militar del Centro de Instrucción de Reclutas nº 9, contra el procesado recluta Víctor Juan Boj Cabistán, hijo de Víctor y de Josefina, natural y vecino de Reus, prestando su servicio militar en dicho C.I.R., de veintidós años de edad, soltero, estudiante, sin que se acrediten antecedentes penales, con instrucción, y en situación de prisión preventiva durante la tramitación de este procedimiento. — Constituido el Consejo de Guerra en audiencia pública, oídos el apuntamiento del Juez Instructor, los informes del Fiscal Militar y del defensor del procesado, así como las manifestaciones de este último presente en el acto de la vista, ante el Consejo de Guerra y. — Resultando primero: Que el día veintiséis de abril de mil novecientos setenta y uno, cuando se encontraba formada la Cuarta Compañía del primer Batallón, previamente a la educación física que debía realizar en traje de gimnasia, el procesado recluta Víctor Juan Boj Cabistán, que se había integrado en dicha formación de su propia compañía, vistiendo uniforme de instrucción, cuando le fue llamada la atención por el auxiliar de instrucción Joaquín del Puerto Cuadrado, sobre su incorrecta vestimenta, quitándose el gorro, gesticulando y hablando a gritos, de tal forma que fue oído por gran parte de sus compañeros, profirió las siguientes frases: "Me declaro pacifista", "Mientras haya soldados habrá guerra", "Viva la libertad", "Somos unos borregos, vámonos de aquí", manteniendo esta actitud que no produjo ningún efecto entre los demás reclutas, manifestado por hecho externo alguno, salvo algunas risas en el momento inicial, inmediatamente sofocadas, hasta que el sargento de complemento de dicha compañía don Pedro Criado Juárez, acercándose al

JORDI AGULLO
PEPE BEUNZA
JUAN GUZMAN

lugar le retiró de la formación, conduciéndole al interior de un barracón cercano, sin que opusiese resistencia".

EN EL CASTILLO DE FIGUERAS

29 abril 1971. — Después de estar un par de horas a la puerta de la oficina del juez, vino una furgoneta de la policía militar que me condujo al castillo de San Fernando en la vecina ciudad de Figueras.

Fui alojado en un calabozo de 2 metros por 1,50 metros en que había una litera de dos pisos que ocupaba todo el espacio. La cama tocaba a la pared por tres partes y sólo quedaba un estrecho pasillo entre la litera y el muro que tenía la puerta de entrada. El lugar era muy húmedo, no tenía ventilación exterior directa y una bombilla potente lo alumbraba. Allí, sin sábanas, con luz, con frío y sin espacio pasé una de las peores noches de mi vida; me fue imposible dormir y me entretuve leyendo salmos.

30 abril. — A media mañana del día siguiente a mi

a mí. Un día, visto lo trágico de la situación y el poco camino que llevaba de enmendarse, me declaré en huelga de hambre.

A los dos días estaba en una habitación de la primera planta con dos amplias ventanas sobre el jardín; era la contigua al jefe médico del psiquiátrico militar. Pude ver a mi familia, podía leer, escribir, tener un aparato de radio; de todas maneras, no se me permitió jamás ir a comer al comedor, ni poder pasear por el jardín.

En este tiempo tuve varias visitas de militares que me ofrecieron ventajas en mi mili si me retractaba de mis ideas. Usted ha estado enfermo, decían, usted vuelve al CIR, jura bandera, usted puede incluso ser declarado inútil,... Retráctese y no habrá problemas para nadie, era la idea. Todos se fueron molestos ante mis negativas.

9 junio 1971. — Era mediodía, estaba, como de costumbre, comiendo en mi habitación cuando aparecieron el juez y el secretario del juzgado con la policía militar y se me llevaron del manicomio como me

Fernando en la vecina ciudad de Figueras.

Fui alojado en un calabozo de 2 metros por 1,50 metros en que había una litera de dos pisos que ocupaba todo el espacio. La cama tocaba a la pared por tres partes y sólo quedaba un estrecho pasillo entre la litera y el muro que tenía la puerta de entrada. El lugar era muy húmedo, no tenía ventilación exterior directa y una bombilla potente lo alumbraba. Allí, sin sábanas, con luz, con frío y sin espacio pasé una de las peores noches de mi vida; me fue imposible dormir y me entretuve leyendo salmos.

30 abril. – A media mañana del día siguiente a mi ingreso en aquel nicho recibí la visita del comandante del castillo; medio en broma, medio en serio, dijo: "¿Quién le ha puesto aquí? ¡A ver si se nos muere el pacifista!" y tras exponerme con palabras amables lo difícil que era el camino que había elegido, me pidió que me retractara de mi postura.

Luego de esta visita, se me alojó en un espacio más amplio.

Por la tarde lloviznaba, yo estaba contemplando el paisaje a través de la reja de mi nuevo alojamiento, el soldado que me guardaba con fusil a la puerta del calabozo me advirtió que venían por mí; vino la misma furgoneta del día anterior con chófer, policía militar con armas y el juez. Así me llevaron, en medio de una lluvia intensísima, al manicomio de San Baudilio de Barcelona.

EN EL MANICOMIO DE SAN BAUDILIO

Los primeros días en el psiquiátrico fueron muy tensos y duros: se me atribuía una peligrosidad que sólo existía en las mentes de ellos.

Estaba totalmente incomunicado en una habitación de los sótanos a prueba de locos furiosos, en evidente contradicción con mi estado. Se me traía la comida a domicilio y sólo veía a dos o tres personas que me despertaban a las 7, me daban de comer y me apagaban la luz cuando decían que era de noche, cosa que tenía que creerme porque no tenía ocasión alguna de ver la luz del sol.

Este ha sido el único momento en que he sentido miedo. Cualquier cosa que dijese o hiciese caería en el vacío, porque nadie se enteraría. Además ¿quién iba a hacer caso a un demente? Yo sabía que todavía no lo era, pero sabía que unas dosis de fármacos administrados podían convertirme en un tonto para toda mi vida y temía a esto más que a la muerte. Incluso sin medicamentos, el aislamiento y la tensión psíquica a que estaba sometido en aquel lugar podían ser fatales.

Cuando mis padres se enteraron de lo que había ocurrido e intentaron verme yo ya llevaba varios días en aquella situación, pero no les fue permitido llegar pasear por el jardín.

En este tiempo tuve varias visitas de militares que me ofrecieron ventajas en mi mili si me retractaba de mis ideas. Usted ha estado enfermo, decían, usted vuelve al CIR, jura bandera, usted puede incluso ser declarado inútil,... Retráctese y no habrá problemas para nadie, era la idea. Todos se fueron molestos ante mis negativas.

9 junio 1971. – Era mediodía, estaba, como de costumbre, comiendo en mi habitación cuando aparecieron el juez y el secretario del juzgado con la policía militar y se me llevaron del manicomio como me habían traído. Yo me fui contento de haber salido entero de aquel lugar.

CONSEJOS DE GUERRA

Volví al castillo de Figueras, pero fui alojado en otra parte y esta vez tuve un compañero de celda, era un Testigo de Jehová.

11 de junio. – La vida fue un torbellino a partir del día 9, fue un desfile del juez, fiscal, defensor, otra vez juez, etc. El 11 por la mañana se me formó un Consejo de Guerra en Gerona, asistieron mis padres, algunos amigos y mucha gente desconocida para mí. Hubiese preferido que mis padres se hubiesen quedado en casa; el show de mi entrada entre fusiles y esposado no era para ellos.

21 de junio. – Todo ocurrió parecido al día 11; hubo otro Consejo calcado del primero; sólo las caras del tribunal eran diferentes, la mía era la misma por dentro y por fuera.

Preso en Figueras seguí hasta el día 4 de agosto; conviví con personas que por diversos motivos estaban también en los calabozos del castillo. Había varios Testigos de Jehová, y unos pocos desgraciados que fueron a la mili y por cosas objetivamente poco importantes y que podían explicarse perfectamente por un acaloramiento temporal les fueron cayendo condenas.

PRISION CIVIL

4 agosto 1971. – Ingresé en la prisión civil de Figueras; fue muy distinto a lo anterior; teóricamente yo era un preso igual en el castillo que en la prisión civil, pero era muy distinto. Aquello era una verdadera prisión, todo muy sucio, todo prohibido, comida que en mi vida había comido, desconfianza hacia los otros presos comunes con los que estaba. Como es de ley fui recluido en una celda individual y allí todo me daba asco tocarlo; pregunté si se me podía dar jabón y lejía para limpiarla; pude comprar jabón, pero no lejía, que no estaba permitida; a la hora todo estaba



» perfectamente limpio dentro de lo que pude; a las dos horas me habían cambiado de celda y volvía a estar sucio como antes; volví a limpiar mi *habitat*; a media tarde volvieron a cambiarme de celda; llegué a la conclusión de que habían descubierto en mí a una máquina de limpiar celdas, no limpié más y no volvieron a cambiarme; tal vez sólo fue casualidad. Cuando varios días después se me permitió bajar al patio como a los demás reclusos, me encontré con un ambiente deplorable, que no tenía nada en común conmigo y que me hacía sentir extraño.

Allí estaba yo de paso, ya que el ejército me había pasado a prisiones civiles para que la Guardia Civil me llevase hasta Cartagena, en donde debía cumplir mi condena en el Penal Militar de Galeras. A Cartagena llegué un mes más tarde después de gozar una pintoresca conducción con fusiles y ametralladoras. Después de pasar por las prisiones provinciales de Barcelona, Valencia, Murcia y en la civil de Cartagena, ingresé por fin en el penal de Galeras. Allí la vida era distinta a las prisiones civiles en el mismo sentido que ya había antes estado en el castillo de Figueras: había un ambiente más sano, me respetaban más la libertad individual y se podía disponer más de la propia persona.

DE UNA PRISION A OTRA

Pero mi gozo fue breve ya que no estuve ni 20 días y de nuevo ingresé a las prisiones civiles sin saber exactamente por qué y sin ninguna clase de explicación. Empecé un peregrinar de acá para allá, de una prisión a otra sin estar más de un mes o dos en ninguna; a todos los sitios que iba me decían que me quedaría allí, pero apenas empezaba a conocer a algunas personas me llevaban a otro lugar; ese deambular duró más de un año, hasta el 19 de junio de 1972, en que ingresé en la prisión Talleres Penitenciarios de Alcalá de Henares. Esta forma de estar preso en peregrinación por todas las prisiones tiene enormes desventajas para el detenido, ya que no puede hacer amistad con nadie; en todos los sitios a donde llega ha de estar varios días aislado en lo que se llama "período sanitario"; cuando uno llega nuevo a un sitio tiene la peor cama, el peor todo...; incluso se tiene problemas con los libros de lectura, porque como existe censura transcurren a veces varios días entre la llegada del individuo y el día que te dan los libros, y pierde así todo el tiempo que está aislado en el período sanitario, que muchas veces no sabe qué hacer.

19 junio 1972. – Desde la prisión de Madrid, salí a las 8 de la mañana en un autobús de la Guardia Civil hacia Alcalá de Henares. Tuve ocasión de ver muchas calles de Madrid por las que pasé desde Carabanchel hasta la Avenida de América. A las 9 y

o en los talleres. Es frecuente ver a grupos de personas heladas acurrucadas a un lado del patio donde hay un poco de sol y en días de lluvia ver como se aglomeran en los lavabos o en la puerta de unas escaleras, de donde los expulsan los funcionarios (no todos, pero sí más de uno) diciendo que allí no pueden estarse, y la gente se pregunta: ¿es humano que estemos mojándonos como animales? Estas mismas personas se ven obligadas, para resguardarse de la intemperie, a hacer muchas horas extraordinarias en sus respectivos talleres. Algunos no salen de ellos ni para comer; se entra a las 8 de la mañana y se sale a las 10 de la noche, y si por cualquier motivo no hay horas extraordinarias y hay que salir del taller a las 6,30 la gente se preocupa por el frío que les espera, y le temen con razón.

Al trabajador se le exige cuanto se le quiere exigir y si protesta se le pone en celdas como preso indisciplinado. En los talleres de imprenta los dos o tres primeros meses se trabaja sin cobrar, luego a 20 pesetas diarias; a los dos, tres o cuatro meses si alguien se acuerda te los ponen a 25 pesetas diarias y así hasta un tope de 70 pesetas, máximo que unos días antes de abandonar yo el penal fue subido a 80 pesetas, pero que más bien puede considerarse un máximo utópico por el que la gente lucha con todas sus fuerzas sin alcanzarlo. En mi caso particular, después de un año y tres meses de estar en el taller de encuadernación, de ser considerado "imprescindible" y de trabajar a buen ritmo, cobraba 50 pesetas diarias. En los otros talleres las condiciones eran mejores, se cobraba más, pero no sé de ninguna persona que llegase a las 3.000 pesetas al mes. Aún existía otra pega: fuese cual fuese el sueldo, no se percibían más de 1.000 pesetas al mes; el resto se ingresaba en una cartilla de ahorro "voluntario" de la que era imposible recuperar una peseta hasta el día de la partida a la libertad. Es excelente en principio el pretender que la gente ahorre, pero no es justo que se la obligue a ahorrar cuando le falta el dinero para poder desayunar todos los días; el economato de Alcalá era bastante caro, y salía cara la vida.

Otro pozo de desdichas de Alcalá de Henares es la proximidad de la Sección Abierta de Alcalá: hay personas del mismo establecimiento penitenciario que gozan de salida franca a la calle por estar en régimen de Sección Abierta; van a su trabajo y regresan a la prisión a comer y a dormir. Esto es algo anheladísimo por todos los reclusos de Alcalá; no piensan en otra cosa sino en que les sea autorizado salir a la calle y todo el mundo lucha por ello a su manera, aunque sea poco limpia, lo importante es salir; así se intriga, envidia, se ponen zancadillas unos a otros. ¡Bienaventurado el varón que no ha conocido semejante ex-convento! Y así yo sentí esta dicha el día en que me dieron la libertad. No se veía más prensa que la deportiva, no se podía ver el Telediario; durante tres meses me estuvo llegando una suscripción de *Ya* con que alguien me obsequió y no se tomaron la molestia

ZARAUZ: Casa Urquia: Mayor, 44.

ZUMAYA:

José Gutierrez: Gorostidi, 6. – Librería Aizpurua: Paseo Aitamari, 23. – Mª Jesús Elosua: Pº Santillana.

DEVA:

Librería Yuso: Generalísimo, 2.

ELGOIBAR:

Librería Gorostiza: Rosario, 14.

EIBAR:

Librería Guisasola: Calbetón, 12. – Nieves Iriondo: Pº 18 de Julio. – Librería Moguel: Los Zuloaga, s/n. – Librería Aranguren: Mª Angela, 5. – Kiosko de Marquina: Mª Angela, s/n. – Kiosko de Alberdi: Ibarrecruz. – Librería Ayerbe: Estación, 10.

VERGARA:

Librería Idatzi: Barrenkale, 14.

VILLARREAL DE URRECHUA:

Librería Gama: Arreizaga, 4. – Miguel Elgarresta: Villarreal de Urrechua.

BEASAIN:

Librería Mirenchu: Mayor, 1. – Kiosko de Albisu.

LAZCANO:

Librería Urteaga.

VILLAFRANCA:

Mª Pilar Echezortu: Urdaneta, 49.

TOLOSA:

Librería El Diario Vasco: Arostequieta, 9. Librería Juma: Avda. Elosegui, 10-39. – Librería Olarreaga: Mayor, 6. – Librería Najera: Leiza, 3.

ANDOAIN:

Juocencio Garin: Mayor, 26.

LASARTE:

Librería Izaguirre: Mayor. – Librería Marín: Estación, 13.

uno tiene la peor cama, el peor todo...; incluso se tiene problemas con los libros de lectura, porque como existe censura transcurren a veces varios días entre la llegada del individuo y el día que te dan los libros, y pierde así todo el tiempo que está aislado en el período sanitario, que muchas veces no sabe qué hacer.

19 junio 1972. – Desde la prisión de Madrid, salí a las 8 de la mañana en un autobús de la Guardia Civil hacia Alcalá de Henares. Tuve ocasión de ver muchas calles de Madrid por las que pasé desde Carabanchel hasta la Avenida de América. A las 9 y algo llegué a mi cárcel de destino, que esta vez fue la última; llegamos yo y seis más. Fui alojado en una celda muy curiosa en comparación a otras semejantes; dos más y yo vivimos allí de lunes a jueves.

LA CARCEL DE ALCALA

La cárcel de Alcalá no es una prisión como otras, no es una galería con celdas alineadas en varios pisos (la cárcel que puede verse en las películas); es un ex-convento de los que, me imagino, pasarían al estado con la desamortización de Mendizábal o algún acto semejante. Desde este punto de vista es un edificio acogedor a primera vista, digo a primera vista porque tiene un problema de falta de espacio que no se nota el primer día; otro inconveniente es la distribución fatal y unos techos altísimos (piénsese que en una de las naves en donde duermen 100 personas es una ex-capilla del convento, con cúpula y todo).

Esta prisión funciona con la idea de que en ella los reclusos ejerzan algún oficio que pueda serles útil para la vida civil; también les será útil como distracción y como medio de ganar algún dinero para los gastos de cada día. Se pretende un fin bueno: rehabilitación del delincuente por el trabajo. Existen varios talleres para dar trabajo a las 300 personas que viven en aquel lugar; hay una imprenta completa con sección de cajas y linotipias, de máquinas y de encuadernación; hay unos talleres de carpintería muy completos también, con los anejos de tapicería; hay un taller de plásticos, con varias máquinas para fabricar piezas de molde; se trabajan también cartones y, por fin, se fabrican juguetes y radiadores térmicos para estufas. Trabajo hay mucho, pero está muy mal pagado y una leve protesta es enérgicamente reprimida. El clima de Alcalá es muy intempestivo: ora hace mucho frío, ora mucho calor; esto unido a la falta de espacio del penal hace que los presos estén forzosamente a la intemperie de las 7 de la mañana a las 10 de la noche. Existe un comedor que es a la vez sala de la televisión y una iglesia –escuela, cine, salón de actos–, pero es muy raro el día que se permite a los reclusos estar en estos lugares; se pasan toda su condena en el patio

de Sección Abierta; van a su trabajo y regresan a la prisión a comer y a dormir. Esto es algo anheladísimo por todos los reclusos de Alcalá; no piensan en otra cosa sino en que les sea autorizado salir a la calle y todo el mundo lucha por ello a su manera, aunque sea poco limpia, lo importante es salir; así se intriga, envidia, se ponen zancadillas unos a otros. ¡Bienaventurado el varón que no ha conocido semejante ex-convento! Y así yo sentí esta dicha el día en que me dieron la libertad. No se veía más prensa que la deportiva, no se podía ver el Telediario; durante tres meses me estuvo llegando una suscripción de *Ya* con que alguien me obsequió y no se tomaron la molestia de avisarme en el sentido de que no me lo daban porque estaba prohibido el periódico; nadie me dijo nada y durante tres meses alguien tuvo periódico gratis a mis expensas.

6 octubre 1973. – Fin de la prisión.

PREMIOS EL CIERVO 1974

REPORTAJES

1. La revista *El Ciervo* convoca un premio para reportajes inéditos que contribuyan a comprender mejor una persona, situación, grupo, lugar o problema. Se trata de hacer ver, sentir y comprender el tema. Plazo de recepción: el 31 de octubre.

2. El premio se concederá el mes de noviembre, pero los reportajes, si por la actualidad o cualquier otra circunstancia se estima oportuno, podrán publicarse previamente en el curso del presente año, en la revista, en cuyo caso se abonarán de acuerdo con las tarifas de colaboración, sin perjuicio de percibir más adelante el importe del premio. Que el reportaje haya sido publicado o no será indiferente a la hora de concederlo.

3. El objeto del reportaje es llegar eventualmente al lector de *El Ciervo*, y por lo tanto se preferirán aquellos que por su tema, tono, interés y demás condiciones resulten más adecuados para publicar normalmente en la revista. La extensión mejor es entre una y dos páginas de la publicación, o sea, entre mil y tres mil quinientas palabras aproximadamente. Puede acompañarse ilustración complementaria del texto o adecuada a él.

4. La dotación del premio es de veinte mil pesetas, y si el jurado lo estima oportuno podrá distribuirse, como máximo, entre dos trabajos. El jurado podrá igualmente conceder accésits si lo estima oportuno.

Ley de negativa

I. Disposiciones generales

JEFATURA DEL ESTADO

LEY 14/1973, de 19 de diciembre, sobre negativa a la prestación del Servicio Militar.

La declaración VII del Fuero de los Españoles proclama, a título de honor, la obligación de servir a la Patria con las armas, obligación que tradicional y universalmente se considera el primer y principal deber del ciudadano con la nación a que pertenece, y que en España se halla reiterado y desarrollado en la Ley General del Servicio Militar de veintisiete de julio de mil novecientos sesenta y ocho.

El legislador no ha previsto el tratamiento penal de la negación expresa a cumplir esta obligación. Pero desde hace algún tiempo se repite, de forma esporádica y limitada, el hecho de reclutas que al incorporarse a Cuerpo se niegan a vestir el uniforme, hecho que se ha venido castigando con arreglo al artículo trescientos veintiocho del Código de Justicia Militar como desobediencia a superior, lo que ha dado lugar a que cumplida la pena y devueltos al Ejército respectivo, en mérito de las accesorias, se haya repetido el hecho, provocándose así una serie de condenas sucesivas, cuyo final sólo puede preverse con la llegada de la edad en que se pasa a situación de licencia absoluta, si antes no se contrae una causa de inutilidad.

Bien se advierte que la acción finalista del agente no es el mero desacato a la orden particular del superior de que vista el uniforme, sino el más amplio propósito deliberado de dejar incumplida, en términos absolutos, aquella primordial obligación de servir a la Patria con las armas. Por ello se hace preciso llevar a nuestro ordenamiento penal militar este tipo delictivo, constituído por la expresa negativa a prestar el servicio militar. A tal efecto se señalan las penas adecuadas, según el hecho tenga lugar en tiempo de paz o en tiempo de guerra o territorio declarado en tal estado; se establece la correspondiente exclusión del servicio en cada supuesto por cumplimiento de la condena, ya que la infracción del deber de prestarlo es precisamente la razón de penalidad, y se incluye como efecto de ésta la incapacidad que para el ejercicio de derechos, cargos y funciones públicas y para el establecimiento de relaciones contractuales y laborales con Entidades públicas, señala el artículo ciento ocho de la Ley General del Servicio Militar, y para ejercer la docencia y obtener licencia de uso y tenencia de armas, reduciendo la posibilidad de rehabilitación a la retractación efectiva de su conducta delictual.

En su consecuencia, se incluye en el texto vigente del título XII, tratado II del Código de Justicia Militar, un capítulo V bis, bajo la rúbrica «negativa a la prestación del Servicio Militar», integrado por el artículo trescientos ochenta y tres bis, redactado en los términos que en la parte dispositiva se expresan.

En su virtud, y de conformidad con la Ley aprobada por las Cortes Españolas, vengo en sancionar:

Artículo único.—Se incluye en el texto vigente del título XII, tratado II del Código de Justicia Militar, un capítulo V bis, bajo la rúbrica «negativa a prestación del Servicio Militar», integrado por el artículo trescientos ochenta y tres bis, con el siguiente texto:

CAPITULO V BIS

NEGATIVA A LA PRESTACIÓN DEL SERVICIO MILITAR

Artículo 383 bis

El español que, declarado Soldado o Marinero útil rehusara expresamente, y sin causa legal, cumplir el servicio militar, será castigado:

Uno. Con la pena de tres años y un día a ocho años de prisión si el hecho ocurriera en tiempo de paz.

Dos. Con la pena de reclusión si se cometiere en tiempo de guerra o en territorio declarado en estado de guerra, salvo lo que dispongan los bandos que dicten las autoridades militares competentes.

Dichas penas no llevarán consigo las accesorias militares previstas en los artículos doscientos dieciocho y doscientos diecinueve del presente Código, pero sí las demás que correspondan y la incapacidad del condenado, mientras no se rehabilite, para ejercer derechos políticos, ostentar cargos y funciones públicas y para establecer relaciones laborales y contractuales de todo orden con Entidades públicas o subvencionadas o intervenidas por el Estado, con Entidades paraestatales autónomas y con las Corporaciones de Administración Local, así como para la docencia y para obtener permiso de tenencia y uso de armas. La rehabilitación sólo podrá obtenerse mediante el cumplimiento efectivo de las obligaciones militares, que podrá solicitarse en cualquier momento desde que se inicia el sumario hasta la fecha en que el condenado alcance la edad de la licencia absoluta, y que en ningún caso será objeto de las reducciones previstas en el artículo sesenta y dos de la Ley reguladora del Servicio Militar. Cumplido el período de servicio en filas se declarará también cumplida la condena de quienes no la hubiesen terminado por incorporarse a aquél antes de su término.

Una vez cumplida la condena impuesta, el penado quedará excluído del servicio militar, excepto en caso de movilización por causa de guerra o declaración de estado de guerra.

DISPOSICIONES TRANSITORIAS

Respecto de las causas iniciadas y aún no concluídas y de las condenas en curso de cumplimiento por hechos comprendidos en la presente Ley, se estará a lo siguiente:

Primera. En las causas que se hallen en tramitación se aplicará la norma penal más favorable, y para su determinación se dará audiencia al procesado, asistido de su defensor, para que opte por la aplicación de uno u otro preceptos y sin que se retrotraiga el trámite procesal, se proseguirán las actuaciones hasta la celebración del Consejo de Guerra.

En aquellas causas en que haya recaído sentencia que se encuentre pendiente de aprobación se dará audiencia al procesado en la forma expuesta, y de optar por la aplicación de esta Ley, se dispondrá la celebración de un nuevo Consejo de Guerra, con anulación de la sentencia recaída.

Si el reo hubiese sido ya condenado en otro u otros procedimientos, se estará a lo establecido en la transitoria tercera.

Segunda. Los condenados, en una o varias causas, a penas de tres años y un día o más de privación de libertad y que lleven cumplido como mínimo ese tiempo, podrán solicitar de la autoridad judicial la aplicación de la presente Ley, con los efectos dispuestos en la misma.

La Autoridad Judicial, con su Auditor, oyendo previamente al Fiscal Jurídico-Militar, conmutará la condena o condenas impuestas, por la que lleve efectivamente cumplida, declarará su exclusión del servicio militar, su incapacidad en los términos previstos y ordenará su inmediata excarcelación.

Tercera. Los condenados en una o varias causas a penas que, sumadas, no alcancen los tres años y un día de privación de libertad efectivos, seguirán cumpliendo normalmente su condena. Si al término de ésta incurriesen en el delito previsto en la presente Ley, la autoridad judicial, con las mismas formalidades y audiencias a que se refiere la disposición anterior, dispondrá que, para el cumplimiento de la pena que en su caso se imponga, se abone el tiempo que el reo hubiese estado privado de libertad como consecuencia de la condena o condenas anteriores.

DISPOSICION ADICIONAL

El Gobierno dictará las disposiciones necesarias para el cumplimiento de la presente Ley.

DISPOSICION FINAL

La presente Ley entrará en vigor el día de su publicación en el «Boletín Oficial del Estado».

Dada en el Palacio de El Pardo a diecinueve de diciembre de mil novecientos setenta y tres.

FRANCISCO FRANCO

El Presidente de las Cortes Españolas,
ALEJANDRO RODRIGUEZ DE VALCARCEL Y NEBREDA